



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS
L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 24

SEPT.-OCT. 2017

« HISTOIRE ET MÉMOIRE »

Éditorial

Le film d'Alexeï Outchitel, *Matilda*, narre l'histoire de l'amour entre le dernier tsar Nicolas II et Mathilde Kschessinska, danseuse décédée à Paris en 1971. Tous les ingrédients du romanesque y sont donc présents : grande histoire, coulisses du pouvoir, passion. Pourtant – ou à cause de cela – le film provoque une vague de protestations en Russie avant même sa sortie nationale prévue le 26 octobre. Protestations accompagnées d'actes de violence : cocktails Molotov lancés contre le studio où a été réalisée une partie du film, explosion d'une camionnette aux portes du cinéma Kosmos d'Iekaterinbourg, voitures incendiées porteuses du message « Brûlez pour Matilda » devant le bureau de l'avocat du réalisateur, menaces d'incendies à l'encontre des cinémas ayant programmé le film. Résultat : la diffusion du film prévue dans les deux plus grands réseaux de salles est annulée.

Ce déchainement a été condamné par le Kremlin. Mais le gouvernement, en protégeant son alliance avec les mouvements des radicaux orthodoxes, laisse aux autorités locales le

choix de la diffusion du film en prenant en compte « les traditions et les coutumes des peuples présents sur leur territoire ». C'est que *Matilda* va à l'encontre d'une certaine vision *mainstream* de l'histoire. Son portait du tsar, canonisé en 2000 en tant que martyr, est jugé « amoral » et « blasphématoire ».

La Russie n'est pas le seul pays en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique où se développent ces croisades autour de l'histoire et de la mémoire du passé. Instrumentalisées, parfois spiritualisées, histoire et mémoire sont aujourd'hui le cheval de bataille des politiques des gouvernements à l'Est. Elles donnent des clés de compréhension de la formation, de la cristallisation et/ou la poursuite des « identités nationales » sur lesquelles s'appuient les gouvernements, identités exclusives et souvent xénophobes. La présente *Lettre* offre aux lecteurs un panorama des usages publics et des instrumentalisation politiques du passé dans cette région du monde.

E. T.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 01

Actualité

Indépendance de la justice : après la Hongrie et la Pologne, la Roumanie est en danger..... p. 03

Dossier « Histoire et mémoire »

Enjeux de la mémoire et de l'histoire dans la Russie contemporaine, par Alain Blum..... p. 04

Les manuels d'histoire du xx^e siècle en Russie après 1991.

Reflet des changements politiques, par Olga Konkka..... p. 06

Le « kadyrovisme », vers une nouvelle narration historique en Tchétchénie ?,

par Camille Garin p. 08

Histoire et mémoire en Pays tchèques, par Antoine Marès..... p. 12

Polonais-Juifs : une douleur encore vive dans le récit cinématographique,

par Tadeusz Lubelski..... p. 15

L'occupation des États baltes : une controverse mémorielle, par André Filler..... p. 19

Dans les Balkans, effacer la mémoire de l'antifascisme, par Jean-Arnault Dérens..... p. 23

Lire

La seconde guerre mondiale dans le discours politique russe. À la lumière du conflit

russo-ukrainien sous la direction de Stéphane Courtois et Galia Ackerman..... p. 26

L'impossible nation lettonne. Étude des lieux d'une natio-genèse post-soviétique

d'André Filler..... p. 27

Entre Europe et Russie. La Biélorussie des manuels scolaires d'Anna Zadora..... p. 28

Looking for Lenin de Niels Ackermann et Sébastien Gobert..... p. 29

Révolution. 100 ans d'octobre rouge de Catherine Bertho Lavenir..... p. 29

France-Pologne. Contacts, échanges culturels, représentations (fin xv^e-fin xix^e siècle)

textes réunis par Jaroslaw Dumanowski, Michel Figeac et Daniel Tollet..... p. 30

Équipe de rédaction : Ewa Tartakowsky, Camille Coatalem-Serikoff, Camille Garin et Viviane Tourtet.

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualité

Indépendance de la justice : après la Hongrie et la Pologne, la Roumanie est en danger

L'Association européenne pour la défense des droits de l'homme (AEDH) et l'Asociația Pro Democratia (APD) expriment leur inquiétude concernant l'avenir de l'État de droit et l'indépendance de la justice en Roumanie. Les deux organisations constatent par ailleurs la dérive autoritaire du régime politique en Roumanie et demandent à la Commission européenne de maintenir le Mécanisme de coopération et de vérification comme outil efficace pour réduire les tendances anti-démocratiques contraires au modèle de l'État de droit européen.

Les nouvelles propositions de « réforme judiciaire » faites par le ministre roumain de la Justice et soutenu par la majorité parlementaire suivent fidèlement les modèles hongrois et polonais en ce qui concerne l'offensive contre l'État de droit. On sait déjà que cela conduit inévitablement à l'intensification de mesures contre les droits de l'homme. Cette fois-ci, pas de lois ou d'articles décriminalisant la corruption ou les abus de pouvoir, comme cela avait été le cas en janvier 2017, mais de nouvelles règles qui transforment le système judiciaire roumain. « Magistrats, tremblez ! » semble être le message à comprendre entre les lignes de la réforme proposée. La déstabilisation des relations entre les pouvoirs de l'État en faveur des pouvoirs « politiques » et l'annulation des progrès en matière de lutte contre la corruption par cette approche indirecte sont très dangereuses pour

le futur de la démocratie roumaine.

Les propositions incluses dans cette « réforme » du système judiciaire révèlent l'intention de la majorité parlementaire d'éliminer la justice des pouvoirs de l'État et de limiter son indépendance. Le transfert de l'Inspection judiciaire de l'autorité du Conseil supérieur de la magistrature à celle du ministère public, donc sous le contrôle politique, la création d'une direction au sein du même Ministère pour poursuivre les « infractions » commises par les juges et les procureurs, l'idée de créer un cadre juridique pour les actions ouvertes contre les juges et les procureurs dont les erreurs judiciaires causeraient à l'État des dommages financiers sont autant de propositions faisant parties d'une stratégie visant à tempérer par la peur la lutte contre la corruption.

En outre, l'exclusion du président de la République du processus de nomination des procureurs généraux s'inscrit dans une tentative de transformation du régime politique semi-présidentiel actuel en un régime parlementaire excessivement sous le contrôle des chefs de partis.

Sans une réaction structurée et efficace, cette stratégie autoritaire est susceptible d'affecter non seulement les intérêts de la Roumanie à moyen et long termes, mais aussi l'équilibre européen.

Communiqué de l'AEDH, 29 août 2017

Dossier « Histoire et mémoire »

Enjeux de la mémoire et de l'histoire dans la Russie contemporaine

Par **Alain Blum**, directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherches à l'Ined

Depuis l'éclatement de l'URSS, les interprétations de l'histoire russe et soviétique sont au cœur de nombreuses tensions, changeantes aux cours du temps. Les positions des autorités russes sont ambivalentes et ne peuvent être réduites à la construction « d'une mémoire officielle ». Il n'est pas plus possible de caricaturer ces tensions en opposant une vision qui mettrait sous couvert les crimes du stalinisme et une vision qui, au contraire, réduirait toute l'expérience soviétique à la terreur et les répressions. La situation est d'autant plus complexe que cette année du centenaire de 1917 met en lumière les contradictions d'une relecture de l'histoire conduisant à « un malaise commémoratif »¹.

Ce « malaise », on le trouve par exemple dans cette subtile distinction qui marque les dates officielles de commémoration, distinction entre « Journées de mémoire » et « Journées de gloire militaire ». Les premiers « sont liés aux événements historiques importants pour la vie de l'État et de la société », les seconds « commémorent les victoires glorieuses des troupes russes, qui ont joué un rôle décisif dans l'histoire de la Russie ». Le 7 novembre figure dans ces deux listes, mais s'il est désigné comme « journée de mémoire de la Révolution d'octobre », il constitue en même temps une « journée de gloire militaire » célébrant le fameux défilé militaire du 7 novembre 1941, sur la Place rouge, un des moments clés de la mobilisation de la population de l'URSS face à l'attaque allemande du 22 juin. Cette commémoration qui célèbre donc la victoire soviétique sur le nazisme en lieu et place de la Révolution d'Octobre a une place beaucoup plus importante que celle du jour de mémoire correspondant.

Il est vrai qu'il est aujourd'hui bien difficile

de commémorer publiquement et largement 1917 tant est grande la volonté de recréer une profonde continuité entre la Russie contemporaine et l'Empire russe tout en restant héritier de l'URSS, dont la puissance, selon les discours officiels, fut rétablie par Staline. « Il s'agit d'un événement [1917] qui a perdu de sa présence, alors que la victoire de 1945 se substitue à lui comme jour de gloire du régime »². Elle tient aussi à la difficulté de célébrer un événement qui correspond aux mouvements sociaux de protestation que rejettent avec fermeté les dirigeants de la Russie contemporaine. Tant et si bien qu'aucune commémoration officielle n'est prévue, les autorités russes ayant laissé à une commission le soin d'inciter divers événements et donc, essentiellement aux milieux scientifiques ou muséographiques d'organiser des manifestations plus historiques que mémorielles, il est vrai très nombreuses³.

S'il y a une politique de la mémoire, elle porte avant tout sur la célébration du 9 mai 1945. Elle renvoie à une réelle sensibilité de la population au drame qui a marqué pratiquement toutes les familles. En témoigne ce désormais fameux « régiment immortel ». Il s'agit au départ, manifestement, d'une initiative citoyenne née à Tomsk, appelant à célébrer la victoire par des défilés où chacun porterait, sur une pancarte, la photo d'un parent ayant combattu ou participé d'une manière ou d'une autre à la « Grande guerre patriotique », comme elle est encore aujourd'hui dénommée en Russie. Très vite, cette initiative fut récupérée par les autorités russes, qui en font désormais une marque, il est vrai réelle, de l'adhésion de la population à cette célébration et cherchent ainsi à faire du 9 mai « la date » principale d'un calendrier glorifiant l'histoire de la Russie.

La commémoration du 30 octobre, jour de « mémoire des victimes des répressions politiques » n'est guère comparable, tant elle reste surtout marquée par des initiatives citoyennes. Cette date vient d'une action menée en 1974 par des prisonniers politiques qui commencèrent une grève de la faim ce jour du 30 octobre, et dont Sergueï Kovalev fit le « jour des prisonniers politiques ». Elle devint officiellement, en 1991, jour de mémoire des victimes des répressions politiques. Le principal événement est porté par l'association Mémorial,

1. Emilia Koustova, « Un malaise commémoratif : la Russie face au centenaire de sa révolution », dans A. Dubien (dir.), *Russie 2017. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Le cherche midi, 2017. Elle se réfère à Maria Ferretti qui évoque de son côté le malaise de la mémoire russe : Maria Ferretti : « Le stalinisme entre histoire et mémoire : le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 68, 2002, p. 65-81.
2. Marc Ferro, dans « Entretien avec Marc Ferro », *Cahiers du monde russe*, n° 58/1-2, janvier-juin 2017, p. 29.
3. Signalons le site tout particulièrement original et intéressant, *1917, une histoire libre*, <https://project1917.ru/> [consulté le 16 septembre 2017].

le 29 octobre : les participants lisent à haute voix les noms de ceux qui furent victimes des répressions politiques en Union soviétique. D'autres initiatives soucieuses de remémorer la violence politique sont portées par de telles associations, telles le « retour des noms », qui consiste à accrocher sur le mur des domiciles des victimes des répressions politiques, des plaques commémoratives portant leurs noms.

Si les initiatives les plus importantes sont l'œuvre des associations dont le travail est loin d'être facilité par les autorités, cette mémoire des répressions n'est pas pour autant rejetée par les autorités : la mairie de Moscou a ainsi ouvert un très grand musée du Goulag, pourvu de moyens importants et dont l'exposition permanente est tout à fait intéressante. Les autorités commémorent le 30 octobre, même si de façon discrète. Ce 30 octobre 2017 devrait cependant être inauguré, toujours à Moscou, un monument aux victimes des répressions politiques, dont l'architecte a été choisi à l'issue d'un concours public. Ce monument sera situé sur une place proche du centre-ville de Moscou (paradoxalement placé sur l'un des principaux parcours des manifestations de protestation hostiles au pouvoir actuel).

À l'inverse d'autres signaux montrent une très forte réticence, voire une hostilité ouverte à évoquer publiquement et largement les répressions. L'association *Mémorial*, qui, pourtant, a vu certains de ses projets financés par des institutions publiques, est harcelée de maintes manières. Le ministère de la justice l'a inscrite dans la liste des « agents de l'étranger », alors que cette association refuse ce label infamant, soulignant que, si elle reçoit en effet des subsides de l'étranger, ce n'est pas pour mener une activité politique (être agent de l'étranger signifie l'un et l'autre et non l'un ou l'autre). Ses activités sont souvent perturbées, à l'image du concours qu'elle organise depuis des années, « L'individu dans l'histoire. La Russie au xx^e siècle », consistant à demander aux élèves de rédiger une dissertation éclairant l'histoire de la Russie au xx^e siècle. *Memorial* fut ainsi accusé par des mouvements patriotiques et une chaîne de télévision publique, de développer une « histoire alternative » qui préférerait mettre en avant le totalitarisme plus que les victoires de la Russie⁴.

Si les autorités centrales préfèrent minimiser ces incidents, ces derniers ne sont pas indépendants de l'attitude ambiguë, voire contradictoire, des autorités vis-à-vis de l'histoire. On se souvient de la brève existence entre 2009 et 2012 de la « Commission de lutte contre les tentatives de falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie » auprès du président de la Fédération de Russie, dont l'objectif était clairement une offensive contre les

réécritures de l'histoire menées dans les pays européens aux frontières occidentales de la Russie, Ukraine et États baltes⁵.

La loi interdisant de mettre en doute ou de nier les conclusions du tribunal de Nuremberg ainsi que de répandre des témoignages mensongers sur les activités de l'URSS durant la Seconde guerre mondiale en est un peu le prolongement. Cette loi a été promulguée peu après un scandale provoqué par une question posée aux téléspectateurs par la chaîne de télévision connue pour sa libre parole, Dojd : n'aurait-il pas fallu « donner » Leningrad pour éviter son siège par les armées nazies, qui a conduit à près d'un million de victimes. Cette loi interdit aussi toute déclaration insultante ou témoignage irrespectueux vis-à-vis des divers jours de mémoire et jours de gloire militaire, dont les dates de commémoration que nous avons déjà évoquées. La première condamnation à une amende suite à cette loi a ainsi frappé un mécanicien automobile qui avait retransmis sur les réseaux sociaux un post affirmant que « les communistes et l'Allemagne sont tombés ensemble sur la Pologne, ouvrant la Seconde guerre mondiale le 1^{er} septembre 1939. Cela signifie que communisme et nazisme ont collaboré étroitement... ».

On a le sentiment que, si les autorités centrales acceptent désormais de reconnaître que le stalinisme fut criminel, c'est pour bien séparer ces crimes d'un stalinisme victorieux, pour les enfermer dans l'histoire, et non la mémoire, et pour « passer à autre chose ». Le goulag « en musée » doit être dissocié de toute activité des droits de l'homme sur le contemporain, pour éviter qu'une relation soit établie. Le monument fige le goulag dans l'histoire. L'initiative « les noms retrouvés » est acceptée dans son ensemble car elle marque aussi que tout cela tient au passé. C'est bien sur un éventuel lien établi entre violences politiques soviétiques et violence politique contemporaine que s'interrompent les possibilités d'expression.

Les apparentes incohérences dans la politique de la mémoire s'expliquent probablement aussi par des visions opposées dans les sphères au pouvoir. La présidence Medvedev avait semblé marquer une certaine ouverture, qui irait plus loin dans l'intégration des crimes stalinien dans l'histoire et la mémoire publiques. Les années qui suivirent exprimèrent beaucoup plus d'hésitation, de décisions apparemment contradictoires. Certains, aujourd'hui majoritaires, souhaitent dans la ligne de la restauration d'une Russie forte et triomphante, ne plus parler que d'un Staline ayant rétabli la puissance de la Russie. Il serait celui qui permet, après les désordres révolutionnaires et l'affaiblissement qui a suivi, de rétablir une continuité entre la

4. <http://president-sovet.ru/presscenter/publications/read/3918/> [consulté le 16 septembre 2017].

5. C'est bien ce qu'affirmait une de ses membres, Natalia Narotchnitskaïa : <http://svpressa.ru/society/article/53717/> [consulté le 16 septembre 2017].

grandeur impériale et la grandeur d'une Russie contemporaine qui a retrouvé sa place dans le monde des grandes puissances.

Ces positions prévalent aussi localement, conduisant à des réactions des autorités régionales ou municipales exprimant une forte hostilité et parfois menant des actions d'intimidation voire de condamnation des personnes qui cherchent à continuer à commémorer, raconter, étudier la grande terreur. Il est probable qu'il n'y a pas d'instruction venant d'en haut. Cela semble être le cas des accusations portées contre Dmitriev, personnage très actif dans la révélation des crimes du stalinisme dans sa région, la Carélie. Il est aujourd'hui inculpé pour des actes n'ayant aucun rapport avec son activité mémorielle, mais cette inculpation semble fondée sur une affaire montée de toutes pièces, destinée à le faire taire. L'origine de l'affaire Souproun et Doudarev ressort des mêmes logiques : historien et archiviste de la région d'Arkhangelsk, tous deux furent accusés en 2009 d'avoir fourni aux historiens allemands des dossiers individuels d'Allemands, prisonniers de guerre et autres⁶. Autre exemple, un journaliste, très actif dans la campagne de « retour des noms », fut accusé d'avoir dégradé un bâtiment pour avoir mis une plaque en mémoire d'un réprimé sur une baraque. Il s'agit là de stratagèmes destinés à harceler ceux qui souhaitent poursuivre une

discussion publique sur cette histoire.

Ces « épiphénomènes » (bien qu'on ne puisse nommer ainsi l'affaire Dmitriev tant l'accusation portée, n'ayant aucun rapport avec son activité, est violente)⁷, n'en sont pas moins très révélateurs des tensions et incertitudes législatives existantes. Ils montrent aussi que cela émane souvent des autorités locales sans qu'on puisse affirmer que les autorités centrales en soient instigatrices.

Cependant, ces accusations et harcèlements d'ONG portant un discours qui met en avant le caractère criminel du stalinisme, même s'ils proviennent d'initiatives non incitées par le sommet de l'État, ne font pas moins écho au grand objectif de Vladimir Poutine, la réconciliation nationale autour d'une histoire longue de la Russie, objectif réaffirmé avec force lors de son adresse à l'assemblée fédérale, à la fin de l'année 2016, lorsqu'il soulignait que les tragédies du passé ne devaient pas mettre en cause l'unité du peuple. Cet objectif est, on le concevra, difficile à atteindre tant l'histoire du xx^e siècle soviétique est faite d'oppositions frontales et de violences impliquant les citoyens d'une même nation. A ce titre, ceux qui continuent à vouloir évoquer publiquement et très largement la dimension tragique du stalinisme apparaissent donc comme allant contre cet objectif.

6. Si Dudarev a été condamné avec sursis, Suprun a été acquitté.

7. Nicolas Werth, « À partir de quoi pouvait-on reconstruire ? » Les turbulences de l'écriture de l'histoire dans la Russie post-soviétique », *Politix*, n° 110/2, 2015 (reproduit dans https://ihp.hypotheses.org/1171#_ftn24). Nicolas Werth a par ailleurs fait campagne pour alerter du cas Dmitriev en France. Voir sa tribune « Il faut sortir de prison l'historien Dmitriev », *Libération*, 30 janvier 2017, http://www.liberation.fr/debats/2017/01/30/il-faut-sortir-de-prison-l-historien-dmitriev_1545000 [consulté le 16 septembre 2017].

Les manuels d'histoire du xx^e siècle en Russie après 1991 Reflet des changements politiques

Par **Olga Konkka**, chargée de cours à l'Université Bordeaux Montaigne

Depuis la fin de l'époque soviétique, les manuels scolaires d'histoire, surtout ceux qui portent sur le xx^e siècle, ont fait l'objet d'incessants débats en Russie. La chute de l'URSS a laissé planer beaucoup d'incertitude sur le domaine jadis très bien encadré de la littérature scolaire. En effet, pendant des décennies, les manuels soviétiques étaient marqués par une étonnante stabilité du contenu comme de la forme. Des pages entières des

manuels parus respectivement dans les années 1960 et dans les années 1980 peuvent être identiques. Le terme « transitoire » apparaissant dans le titre du dernier manuel soviétique (1989) comme des premiers manuels postsoviétiques (1992) annonce le chantier qui durera un quart de siècle, et qui sera profondément marqué par un combat entre deux tendances contradictoires : la volonté d'innover et l'attachement aux traditions.

Le passage à l'économie de marché a été le premier facteur qui a déterminé l'évolution des

manuels d'histoire dans les années 1990. Le monopole de *Prosvechtchenie* qui était l'unique éditeur de la littérature scolaire à l'époque soviétique¹, a été aboli dès 1994 ; quelques maisons d'édition privées ont aussitôt émergé pour le défier. Ainsi, plusieurs manuels pour une même matière et un même niveau peuvent désormais se faire concurrence sur le marché, et l'enseignant est libre de choisir les manuels pour ses cours, en accord avec la politique de l'établissement. Le second facteur, étroitement associé au premier, est la forte libéralisation du processus de rédaction des manuels. L'auteur peut désormais prendre l'initiative de rédiger un manuel et de le présenter à un éditeur. La libération de l'étau idéologique lui offre la possibilité d'adopter l'approche théorique qui lui semble la plus justifiée. Cependant, l'État reste présent dans ce domaine, notamment par le biais de normes éducatives qu'il se charge lui-même d'établir² et de la labellisation des livres scolaires confiée au Conseil fédéral d'expertise.

Les manuels d'histoire de la première décennie postsoviétique reflètent donc des processus complexes. D'un côté, on perçoit la volonté des auteurs de s'inscrire dans le sillage de la *Glasnost* et d'entériner les acquis de celle-ci dans le domaine de la réécriture de l'histoire récente. De nombreux événements et processus sont réévalués, comme l'expérience du parlementarisme sous Nicolas II, les révolutions de 1917, l'industrialisation des années 1930, le recul de l'Armée Rouge après l'attaque de la Wehrmacht en juin 1941, ou encore les prises de positions soviétiques dans des conflits internationaux. La grande terreur, les camps staliniens ou le pacte Molotov-Ribbentrop trouvent désormais leur place dans le récit de l'histoire nationale. Dans certains textes, le libéralisme et la démocratie sont à l'honneur, et l'Occident tend à être présenté comme modèle.

D'un autre côté, il ne faut pas oublier que, formés par les institutions soviétiques, les auteurs des manuels d'histoire des années 1990 restent largement tributaires de celles-ci. Ils peinent à développer des approches et des outils didactiques fondamentalement nouveaux. Ainsi, les manuels d'histoire postsoviétiques contiennent toujours une dimension qui relève davantage de l'éducation civique et patriotique que de la science historique, et leur narration pêche par un certain dogmatisme. Les nouvelles approches théoriques appelées à remplacer le marxisme ne sont pas sans rappeler ce dernier.

L'accueil de ces nouveaux livres a été également mitigé. La majorité des premiers manuels d'histoire postsoviétiques sont parus après 1995 : à cette époque, l'euphorie des premières années de liberté a laissé place

aux désillusions provoquées par la profonde crise économique et par la perte des repères identitaires. Tout cela n'a pas tardé à réanimer la rhétorique patriotique, qui a profondément marqué la plupart des manuels parus entre 1995 et 2000. À cette époque, une partie de la société a elle-même pris l'initiative de « censurer » les manuels d'histoire. On pense notamment au livre d'histoire mondiale d'Aleksandr Kreder, financé par la fondation Georges Soros. Il a été interdit dans plusieurs régions en 1997-1998 à l'issue d'une campagne acharnée contre son auteur, accusé de pro-occidentalisme et de libéralisme excessif. Cette campagne a été lancée par les sociétés d'anciens combattants et reprise par les élus locaux, alors que le ministère de l'Éducation prenait la défense de l'auteur. Les avis négatifs contre ce texte n'étaient que le sommet de l'iceberg de l'insatisfaction suscitée par les manuels d'histoire de la première décennie postsoviétique. Ces livres ont été jugés insuffisamment patriotiques et accusés d'avoir rejeté en bloc les acquis de l'expérience soviétique. Alors que de plus en plus de nouveaux manuels différents paraissaient sur le marché, la nostalgie du fonctionnement simple et directif était palpable.

Quelques nouveaux manuels parus au début des années 2000 sont révélateurs de la nouvelle tendance, celle de vouloir poser un regard plus pondéré sur le passé soviétique. Cette tendance a reçu une vraie impulsion en 2003, quand le nouveau Président russe, Vladimir Poutine, a manifesté son vif intérêt pour le contenu des manuels scolaires. Le 27 novembre 2003, il a déclaré que les manuels devaient inculquer aux élèves le sentiment de fierté pour leur pays, que leurs auteurs devaient se tourner vers des tâches constructives et abandonner le négatif. Cette première évocation des manuels scolaires d'histoire par Vladimir Poutine coïncide avec la première interdiction d'un manuel initiée par les autorités. Le manuel en question, écrit par Igor Doloutski, enseignant d'histoire dans une école moscovite, a été publié au milieu des années 1990 et réédité plusieurs fois. En novembre 2003, le ministre de l'Éducation de l'époque, Vladimir Filippov, avait formulé des critiques à l'encontre du livre. Le conseil d'expertise s'est réuni en urgence, afin de retirer au manuel le label ministériel. Si les reproches exprimés par le ministre concernaient essentiellement la présentation de la période poutinienne, le récit de la période soviétique dans le texte de Doloutski a également suscité des réprobations.

Depuis 2003, les manuels scolaires d'histoire ressurgissent régulièrement dans le discours politique dont le contexte général

1. Il faut également remarquer qu'en URSS, les rapports entre les éditeurs et les auteurs avaient très peu en commun avec ceux que l'on peut observer dans une économie de marché. Cette remarque générale à propos de la littérature soviétique est tout à fait applicable à l'édition des manuels scolaires : « l'État a développé un système éditorial grâce auquel une maison d'édition réunissait les fonctions d'auteur et de lecteur, de critique littéraire et de censeur ». Alexandre F. Stroev (dir.), *Livre et lecture en Russie*, trad. par M.-L. Bonaque, Paris, IMEC éditions, 1996, p. 21.

2. Constitution de la Fédération de Russie, 1993, Art. 43.

est celui d'un renouveau patriotique et du recouvrement du statut de la grande puissance. Il va sans dire que la mise en valeur du passé soviétique apparaît comme un élément incontournable de ce nouveau discours. Entre 2003 et 2014, on compte au moins neuf interventions de Vladimir Poutine au sujet des manuels d'histoire ; Dimitri Medvedev a soulevé ce sujet au moins cinq fois. Tournant presque exclusivement autour de l'histoire du xxe siècle, ces discours appellent à empêcher le financement de la littérature scolaire russe par les fondations étrangères, à bannir les livres soupçonnés de semer le désordre dans la tête des élèves, et à promouvoir les ouvrages qui consolident la nation.

Les injonctions de V. Poutine et de D. Medvedev ont été aussitôt suivies d'effet, quand elles n'ont pas été anticipées par les auteurs. Le contenu des manuels d'histoire du xx^e siècle a ainsi évolué depuis le milieu des années 2000. Les nouveaux livres se caractérisent par une présentation plus positive du modèle soviétique et par l'importance disproportionnée que les auteurs accordent à la guerre de 1941-1945. Parmi d'autres tendances, nous pouvons citer la mise en valeur de la figure d'un leader fort, le renforcement de l'image de l'ennemi occidental et la justification de la géopolitique russe et soviétique. On constate également qu'en termes d'outils didactiques et du registre de la narration, les manuels d'histoire des années 2000 et 2010, au lieu de s'éloigner de leurs prédécesseurs soviétiques, s'en rapprochent avec le temps. Ils deviennent plus dogmatiques, et les documents y trouvent de moins en moins de place.

L'uniformisation progressive des manuels apparaît comme une conséquence inévitable de la reprise en main de ce domaine par le gouvernement. Cependant, la tentative, très médiatisée, de créer un manuel d'histoire du xx^e siècle en collaboration étroite avec l'administration du Président, entreprise à la fin des années 2000, n'a pas apporté le résultat souhaité. Le livre en question³, qui s'adressait initialement aux enseignants et qui a été par la suite décliné en version destinée aux élèves,

a disparu du marché. Ce n'est pas pour autant que le projet de l'unification des manuels d'histoire a été abandonné. En effet, tout au long des années 2000, les hommes politiques comme certains enseignants se déclaraient favorables au retour du principe soviétique du manuel « unique ». En 2011-2012, l'idée selon laquelle il fallait créer un seul manuel pour chaque niveau, exempt de tout pluralisme, ressurgissait dans les discours du président de l'époque, Dimitri Medvedev, du député et futur ministre de la culture Vladimir Médinski, du porte-parole de la Douma Sergueï Narychkine. En 2013, Vladimir Poutine a pris l'initiative du projet en demandant d'élaborer la *Conception unifiée* du curriculum de l'histoire de Russie pour l'enseignement général. Le noyau de cette nouvelle conception, le *Standard historique et culturel*, a été préparé par un groupe de travail et mis en ligne en juin 2013. Les historiens comme le public plus large pouvaient commenter le texte et formuler des suggestions. La version définitive du texte a vu le jour en janvier 2014. Cette campagne assez ambiguë a mené à la publication, en 2015, non pas d'un manuel « unique », mais de trois séquences des manuels labellisés « conformes au *Standard historique et culturel* ». Témoins d'un certain progrès au niveau didactique, ils se distinguent très peu des manuels préexistants du point de vue du contenu.

À l'époque où l'intention du gouvernement de contrôler les manuels d'histoire n'a jamais été aussi clairement exprimée, la majorité des acteurs concernés par l'histoire scolaire (auteurs des manuels, enseignants, parents d'élèves) semblent accepter ce nouveau modèle de fonctionnement. Le rôle éducatif et patriotique de l'histoire scolaire apparaît désormais comme incontestable, et un manuel proposant une lecture critique ou alternative du passé ne pourrait plus voir le jour. Actuellement, après vingt-cinq ans de débats acharnés et plus de dix ans de discours gouvernementaux au sujet des manuels scolaires d'histoire, la question semble être close.

3. Alexandr Filippov, *Novejšaja istorija Rossii, 1945-2006 gg. Kniga dlja učitelja* [Histoire récente de la Russie, 1945-2006. Livre pour l'enseignant], Moscou, Prosvechtchenie, 2007.

Le « kadyrovisme », vers une nouvelle narration historique en Tchétchénie ?

Par **Camille Garin**, étudiante en master à l'université Paris VIII

Depuis la fin du second conflit tchéchéne (1999-2009) et la réintégration du territoire tchéchéne au sein de l'ensemble

russe soutenue par une politique volontariste de la part de son leader Ramzan Kadyrov, il semble que tout soit rentré dans l'ordre en Tchétchénie. Si le territoire tchéchéne et en particulier Grozny, sa capitale, ne présente plus voire

quasiment plus de stigmates de la guerre, un autre processus est à l'œuvre. Depuis son accession au pouvoir en 2007, Ramzan Kadyrov a légitimé sa présence par une politique volontariste soutenant la reconstruction et l'aménagement du territoire en Tchétchénie imposant progressivement son projet politique : le « kadyrovisme ».

Ce phénomène, Marlène Laruelle définit à travers deux éléments principaux : d'une part, la captation du discours anticolonial tchétchène et sa transformation en discours patriotique prorusse ; d'autre part, l'hybridation de l'islam traditionnel tchétchène (le soufisme) avec un islam plus rigoriste emprunté aux pays du golfe (de tendance salafiste). Ces éléments et notamment le premier ont une grande influence sur la mémoire collective et sa présentation sur le territoire tchétchène.

En effet, les velléités sécessionnistes tchétchènes portées à leur apogée lors des conflits à fin des années 1990 et début des années 2000 reposaient essentiellement sur ce discours anticolonial hérité de siècles d'une histoire russo-tchétchène troublée (guerres du Caucase et expansion russe, déportation des « peuples punis » en 1944 sous Staline¹). Le second conflit en Tchétchénie (1999-2009) voit l'arrivée au pouvoir d'un ancien mufti et combattant sécessionniste rallié aux Russes, Akhmad Kadyrov. Son assassinat en 2004 n'éloigne pas la famille Kadyrov du pouvoir, puisque c'est son fils, Ramzan, qui devient le nouvel homme fort soutenu par le Kremlin dès mars 2007, puis élu en tant que chef du territoire tchétchène. Déjà, en tant que Premier ministre entre 2005 et 2006, Ramzan Kadyrov avait orienté sa politique sur l'aménagement et la reconstruction du territoire tchétchène. Sa nomination au poste suprême dans la République de Tchétchénie accélère cette politique abondamment soutenue par des investissements fédéraux. En 2008, par exemple, un programme fédéral de développement adopté prévoyait le versement de cent onze milliards de roubles jusqu'en 2011.

Le développement du « kadyrovisme » depuis l'arrivée au pouvoir de Ramzan Kadyrov en 2007 a encouragé la transformation du discours anticolonial tchétchène en discours patriotique prorusse créant ainsi une nouvelle narration historique nationale. Prenant le parti des anciens combattants sécessionnistes ralliés au camp russe, dont faisait notamment parti la famille Kadyrov, entre les deux guerres et surtout lors du second conflit, cette nouvelle narration historique passe sous silence la présence de combattants sécessionnistes ayant lutté pour la séparation de la nation tchétchène

du territoire russe. Cette commémoration des combattants tchétchènes prorusses permet par là même de célébrer la mémoire du père de Ramzan, Akhmad, et de pérenniser la présence de la famille Kadyrov au sein du territoire tchétchène.

Les lieux destinés à accueillir cette nouvelle mémoire qui se veut collective émergent sur le territoire du pays, notamment à Grozny. Cette capitale, perle du « kadyrovisme », offre une plongée dans cette histoire réécrite. Un monument aux morts dressé près de la Mosquée Akhmad-Kadji Kadyrov au centre de la ville commémore « la mémoire des morts tombés dans la lutte contre le terrorisme international ». Ce mémorial célèbre les Tchétchènes ralliés au camp russe tombés dans la lutte contre les séparatistes tchétchènes. Les séparatistes sont présentés comme appartenant au « terrorisme international » et sont d'ailleurs fréquemment décrits comme des terroristes. Ce terme de « terroriste » est largement usité par les Russes pour décrire les combattants sécessionnistes tchétchènes et ce depuis le second conflit déclenché en partie par une série d'explosions d'immeubles à Moscou attribués aux groupes tchétchènes. La présence de ce mémorial symbolise à la fois la violence au sein de la société tchétchène et les enjeux de pouvoir à l'œuvre sur le territoire. L'histoire est analysée à travers un prisme de lecture russe soutenu par une partie des sécessionnistes ralliés.

De même, on note la présence de deux musées à Grozny. Ces bâtiments sont présents dans l'hyper-centre, témoins symboliques forts des changements historiographiques et territoriaux à l'œuvre. Le Musée national de la République tchétchène est à proximité du nouveau centre érigé par Ramzan Kadyrov comprenant la Mosquée Akhmad-Kadji Kadyrov, le centre d'affaires « Grozny city » et le Palais présidentiel. Érigé dans un espace dédié aux lieux culturels (bibliothèque nationale, salle de concert et de théâtre), ce musée est consacré aux traditions et à la culture tchétchènes. Témoin de l'ancienneté de la nation, l'aspect extérieur du musée reprend l'architecture traditionnelle tchétchène (imitation des villages tchétchènes des montagnes en pierres superposées) encadré de tours (les *bachni*). Mais l'architecture du musée représente aussi l'influence du « kadyrovisme ». La valorisation des éléments culturels traditionnels tchétchènes est un des piliers de la politique de Kadyrov. Enfin, la forme du musée imite presque celle d'une mosquée – une coupole entourée de quatre minarets – alors que la République s'oriente de plus en plus vers le mouvement salafiste de la branche sunnite. En outre, le musée contient une section dédiée à la Seconde Guerre mondiale ou Grande Guerre Patriotique et aux héros tchétchènes qui s'y sont illustrés. Aucune mention sur la déportation du peuple

1. Aleksandr Nekritch, *Les peuples punis*, Paris, La Découverte, 1982.



© photo personnelle de l'auteur

Le Musée national de la République de Tchétchénie.

tchétchène orchestrée par Joseph Staline en 1944 n'est faite.

Le second musée nommé en l'honneur du père de Ramzan, Akhmad Kadyrov ou complexe mémorial de la Victoire est monumental. Ressemblant à un immense complexe funéraire, il célèbre la gloire d'Akhmad Kadyrov, présenté comme le premier président de Tchétchénie. Ici également, la nouvelle historiographie passe sous silence les présidents séparatistes Djokhar Douaev (1991-1996) et Aslan Maskhadov (1997-2005). En outre toute allusion au passé d'Akhmad Kadyrov proche des combattants

sécessionnistes tchétchènes et sa nomination en tant que mufti par Maskhadov en 1995 est absente. Comme le souligne Aude Merlin, « la moindre mention des indépendantistes sur un mode laudatif est interdite, le discours diffusé sur ces derniers est celui du discrédit »².

La symbolique des dates participe également à cette réécriture de l'histoire. La fête de la ville de Grozny a été déplacée au 5 octobre pour coïncider avec l'anniversaire de son constructeur : Ramzan Kadyrov. Au contraire d'autres dates symboliques dans l'histoire tchétchène tel que la proclamation



© photo personnelle de l'auteur

Le Musée Akhmad-Kadji-Kadyrov

2 Aude Merlin, « Tchétchénie, un "après-guerre" sans paix », dans Aude Merlin et Silvia Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Bruxelles, Éditions universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 2010, p. 129.

de l'indépendance de la nation tchétchène par Djokhar Doudaev, le 1^{er} novembre 1991, ainsi que la fête nationale de la Tchétchénie sécessionniste, le 6 septembre, ont disparus. De même, la dénomination d'« Itchkérie » qui qualifiait le territoire tchétchène lors des conflits ou encore les symboles des combattants séparatistes tel que le drapeau tchétchène symbolisant un loup ou l'hymne tchétchène glorifiant la lutte armée pour l'indépendance du territoire semblent avoir disparus.

Ce processus de réécriture gomme une partie de l'histoire tchétchène (précisément celle de la fin des années 1990 jusqu'au début des années 2000) au profit d'une autre soutenant le point de vue russe. Le processus de réécriture historiographique participe à une stratégie de règlement du conflit russo-tchétchène compatible avec le nouveau discours officiel soutenu par la famille Kadyrov en la personne de Ramzan Kadyrov.

Dans cette nouvelle histoire, Ramzan Kadyrov est glorifié. Sa personne ainsi que celle de son père font véritablement l'objet d'un culte de la personnalité. Leurs portraits abondent dans les rues de la capitale accompagnés de messages honorifiques. Les entrées et sorties des villes du territoire tchétchène sont territorialisées par la présence d'arches monumentales. Toutes ses arches présentent les portraits de Vladimir Poutine et Akhmad Kadyrov. La toponymie, elle-même, traduit de cette acculturation russe : les noms des rues et monuments sont désormais écrits en russe. Les deux avenues principales sont aux noms du président de la fédération russe et du « premier président » tchétchène, Akhmad Kadyrov. Enfin, de nombreux monuments portent son nom, tels que la mosquée centrale ou le stade de football.

On remarque d'ailleurs que le nom Kadyrov

porte alors ce qui pourrait être l'équivalent d'un préfixe : « *Kadji* » ou « *Hadji* » que l'on retrouve dans le nom de la mosquée Akhmad Kadji-Kadyrov. Tout en étant pérennisé de manière patrimoniale, ce préfixe renvoie à l'appartenance à une confrérie soufie. En effet, en Tchétchénie, deux confréries issues de l'islam sunnite composent le paysage religieux : la *Naqchbandiya*, vecteur de la résistance face à la colonisation russe et la *Qadiriya*, confrérie qui défendait la non-résistance à l'oppression puis la collaboration, dont se réclame la famille Kadyrov.

Le leader Ramzan Kadyrov à la tête de la République de Tchétchénie depuis 2007 a donc adopté une stratégie politique bien personnelle, le « kadyrovisme ». Il influe sur toutes les sphères sociétales de la vie tchétchène à la fois politique, historiographique, architecturale... L'emprise du clan Kadyrov sur le pouvoir est telle qu'une nouvelle histoire nationale est en train d'être rédigée à travers le prisme russe, effaçant les velléités séparatistes, réintégrant ainsi le territoire tchétchène au sein de l'ensemble russe. Reste à savoir si elle se transformera un jour en mémoire collective.



Avenue Vladimir-Poutine



Akhmad Kadyrov : « J'ai toujours été fier de mon peuple. »

Histoire et mémoire en Pays tchèques

Par **Antoine Marès**, directeur du Centre d'histoire de l'Europe centrale contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Comme dans toute l'Europe médiane – prise en étau depuis le ^{xiv}^e siècle entre de grandes puissances et dont la fragilité des États est la caractéristique majeure –, le poids de l'histoire et de la mémoire est particulièrement lourd dans l'espace tchèque.

Un passé omniprésent

D'une part, parce qu'à côté de la revendication linguistique visant à la mise en adéquation d'un territoire et les locuteurs d'une langue, la reconstruction de l'identité tchèque au ^{xix}^e siècle a fait appel à l'expérience du passé, ce qui s'est traduit par le recours au « droit d'État » : cette théorie invitait à une renaissance de l'État et de l'autonomie tchèque par rapport à l'Empire habsbourgeois.

D'autre part, parce que les historiens et l'interprétation de l'histoire ont joué un rôle central dans ce processus d'autonomisation : mettant en jeu l'ensemble de la société à partir des années 1880-1890, le débat sur le « sens de l'histoire tchèque » a largement dépassé la sphère historiographique et, introduisant des lignes de clivage durables entre des orientations philosophiques, religieuses et sociétales divergentes, les polémiques sur le sujet n'ont pas cessé jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, cette histoire est marquée par des traumatismes d'autant plus forts et permanents qu'ils continuent à nourrir les argumentaires politiques, avec au moins trois moments clefs : dès le Moyen Âge avec la personnalité du pré-réformateur Jan Hus (brûlé pour hérésie en 1415 lors du concile de Constance) et le mouvement hussite qui a suivi (de 1419 à 1434) ; à l'ère moderne avec la perte d'indépendance qui a suivi la défaite des États tchèques à la bataille de la Montagne Blanche de novembre 1620, terme de la première phase de la Guerre de Trente Ans ; au ^{xx}^e siècle avec la rupture des années 1938-1948 qui s'est décomposée en trois phases : les accords de Munich de septembre 1938, l'occupation allemande qui a duré plus de six ans de mars 1939 à mai 1945, et la mise en place du monopole du Parti communiste en février 1948.

Tout cela explique que les jugements portés sur l'histoire soient décisifs pour la société tchèque et le positionnement des individus au sein de cette société, dans une situation rendue encore plus complexe par le fait

que cette société a été longtemps multiculturelle. En effet, les Pays tchèques (Bohême, Moravie, partiellement Silésie) ont connu un peuplement mixte de Tchèques et d'Allemands, auxquels se sont ajoutés des Juifs et des Tsiganes (Roms, car le terme tzigane est péjoratif en tchèque). Originellement slave (du moins dès le ^{vi}^e siècle), cet espace a connu à partir du ^{xiii}^e siècle une arrivée massive d'Allemands appelés par les princes puis rois de Bohême à mettre en valeur les territoires périphériques du royaume, à fonder des villes ou à exploiter des gisements miniers. Il en est résulté un peuplement où les Allemands, très inégalement répartis dans le pays, représentaient un tiers de la population. Élément connexe et lourd de conséquences : depuis le début du ^{xvii}^e siècle et la perte de l'indépendance, l'élément germanophone et sa culture ont éclipsé l'élément tchèque. La cohabitation binationale a commencé par devenir conflictuelle au cours de la première moitié du ^{xix}^e siècle et a éclaté en 1848, donnant naissance à deux communautés, tchèque et allemande, de plus en plus hostiles. Le basculement en faveur des Tchèques intervenu dans les années 1860 a finalement culminé le 28 octobre 1918 avec la création de la Tchécoslovaquie au sein de laquelle les Allemands devenaient minoritaires, même s'ils jouissaient de droits relativement bien respectés. L'inclusion de la Slovaquie (peuplée de Slovaques, des Slaves proches mais différents des Tchèques, et d'une forte minorité hongroise) – sans parler des Ruthènes d'Ukraine subcarpatique – a rendu le tableau encore plus complexe, puisque les Slovaques (et les Ruthènes) ont pris peu à peu conscience de leurs spécificités et ont réclamé leur autonomie au sein de l'État tchécoslovaque. Ce paysage, marqué pendant vingt ans par des pratiques démocratiques qui ont fait de la Première République tchécoslovaque un isolat en Europe médiane, a éclaté à l'automne 1938, avec l'attribution forcée des Sudètes à l'Allemagne, l'autonomie de la Slovaquie en octobre 1938, puis son « indépendance » en mars 1939. De la guerre est sortie une « nationalisation » (au sens identitaire) radicale, avec l'extermination quasi-totale des Juifs et des Tsiganes par les occupants nazis du « Protectorat de Bohême-Moravie », puis l'expulsion de près de trois millions d'Allemands entre 1945 et 1947, décision entérinée par les Alliés à la conférence de Potsdam. Le régime communiste instauré en 1948 a totalement rejeté la dimension « nationale » ou raciale liée à la multiethnicité du pays, au moins jusqu'aux années 1960 ; ce qui l'a amené par exemple à gommer l'Holocauste et à faire du camp de Terezin plus un mémorial des persécutions politiques qu'un mémorial juif.

De ce point de vue, comme dans de nombreux autres pays d'Europe centrale, le régime communiste a été une sorte de « réfrigérateur national », tout en pratiquant un nationalisme larvé pour se donner une légitimité historique.

Il a découlé de cette situation des « traditions » dont les hommes et les partis politiques, les acteurs du débat public, les intellectuels se sont saisis dès la fin du xixe siècle.

Le premier clivage concerne l'habitus religieux de l'histoire tchèque : liés la plupart du temps à la droite ou au centre-droit, certains privilégient une ligne catholique de l'histoire tchèque, qui part de saint Venceslas, le saint patron de la Bohême, se poursuivrait avec saint Jean Népomucène, victime des « hussites » dont le culte a été construit par les jésuites, puis les jésuites eux-mêmes (parfois patriotes) et les forces catholiques qui se sont constituées en parti à la fin du xix^e siècle, le président du protectorat Emil Hácha étant un point d'arrivée au xx^e siècle de cette tradition alors ravivée. Les formations démocrates-chrétiennes se réclament aujourd'hui de ce cheminement (mais en excluant sa dernière phase). Au contraire, les « protestants » commencent leur lignée – patriotique et plus marquée au centre gauche et à gauche – avec Jan Hus, la continuent avec l'évêque de l'Unité des Frères tchèques et pédagogue Jan Amos Komenský (Comenius), puis avec l'historien « père de la nation » František Palacký et enfin avec T.G. Masaryk, fondateur et premier président de la République tchécoslovaque de 1918 à 1935. Cette opposition religieuse demeure, même si elle a été « laïcisée » dans un pays très déchristianisé.

Deuxième clivage : le rapport à l'autre. Nombre d'intellectuels tchèques ou juifs, voire allemands, notamment sociaux-démocrates, ont prôné la coexistence et l'harmonie entre les différentes composantes du pays. Les intellectuels juifs tchéquisés ou germanisés – la majorité d'entre eux, car les sionistes étaient peu nombreux parmi les Juifs de Bohême-Moravie – ont été souvent des médiateurs remarquables entre les deux cultures. Cette apologie de la coexistence a trouvé son apogée dans l'entre-deux-guerres, particulièrement dans les années 1920. Mais on la retrouve également après 1945 chez quelques rares « centristes » démocrates-chrétiens. Cette ligne a été écrasée par le régime communiste, même si elle est timidement réapparue dans les années 1960, lors du Printemps de Prague, avec un retour au pluralisme, avant de resurgir après 1989 à travers des groupes de pression, des fondations, des publications favorables à un rapprochement germano-tchèque. Pourtant, la majorité des Tchèques continue de considérer

que l'expulsion des Allemands après 1945 était légitime et qu'ils n'ont pas à s'en excuser.

Troisième clivage : fermeture/ouverture. Il remonte au xix^e siècle et s'est manifesté par la lutte entre un patriotisme sectaire et une ouverture sur l'Europe et le monde. Masaryk a été l'incarnation de ce dernier courant à partir des années 1880, luttant contre le provincialisme étroit de ses compatriotes. 1938 a mis fin à ce courant défendu par ses partisans et son successeur, Edvard Beneš. Avec quelques interruptions, l'enfermement a été dominant jusqu'en 1989, d'autant qu'il a été encouragé par le pouvoir, souvent contre les citoyens. Aujourd'hui, cette dialectique fermeture/ouverture structure plus fortement la société que le traditionnel clivage gauche/droite.

Il y a enfin trois grands traits qui caractérisent cette société : la prudence héritée d'une tradition paysanne et bourgeoise du xix^e siècle, l'absence de légitimité de la violence ouverte et déclarée quand celle-ci n'est pas justifiée par une menace vitale (il est frappant que la prise de pouvoir communiste en février 1948 et la chute du régime – la « révolution de velours » – se soient passées sans violence), et le sentiment profond de menace qui est l'héritage d'une mémoire douloureuse¹.

Les défis de l'ouverture après 1989

Sans prendre en compte ces éléments historiques et sociétaux, il est difficile de comprendre la situation présente à l'égard des minorités, des réfugiés et des droits de l'homme en République tchèque, et ce qui distingue les Tchèques de leurs voisins centre-européens.

Le passage d'une société fermée (et même beaucoup plus hermétique sous le régime de la « normalisation » qu'en Pologne et en Hongrie) à une société ouverte ne s'est pas fait sans problèmes ni hésitations. Plus encore que leurs voisins, les Tchécoslovaques ont été surpris et déstabilisés par la chute du communisme en automne 1989 : ils ont géré la transition de manière extrêmement progressive, se protégeant ainsi de changements brutaux, mais sans être unanimes sur le choix des nouvelles références et des objectifs.

La dialectique fermeture/ouverture a fonctionné de manière paradoxale. La liberté de circulation et de parole recouvrée s'est accompagnée du rejet de l'autre comme en a témoigné la scission entre Pays tchèques et Slovaquie en 1993, avec un scénario justement qualifié de « divorce de velours ». Désormais, les Tchèques vivent dans un espace homogène, dans un « entre soi » que certains dirigeants politiques ont cultivé, pratiquant un populisme provincialiste. Les successeurs de Václav Havel

1. Pour en savoir plus, voir : Antoine Marès, *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Paris Perrin-Tempus, 2005 ; *La Tchécoslovaquie*, sismographe de l'Europe (dir.), Paris, Institut d'études slaves, 2009.

à la présidence, Václav Klaus et Miloš Zeman, incarnent ce courant malgré leurs différences.

La position des Tchèques à l'égard de l'Union européenne est un bon indice de l'état de l'opinion publique. Si les couches cultivées de la population sont très majoritairement en faveur de l'Union européenne, d'après les sondages des dernières années menés par les instituts Stem ou IVVM, l'opinion publique tchèque est une des plus réticentes d'Europe centrale à l'égard de l'UE et de la poursuite de l'intégration. Y compris dans les plus jeunes générations (15 à 24 ans), les Tchèques sont les plus eurosceptiques d'Europe centrale. Dans ces conditions, il est compréhensible que la classe politique tchèque reste hostile à une intégration à la zone euro.

Au sein de cette nouvelle société, malgré la pluralité des opinions, domine une certaine méfiance, voire un rejet de l'autre. Si le rapport à l'Allemagne s'est considérablement amélioré (les sondages les plus récents montrent que les Tchèques ont une opinion positive sur leurs voisins occidentaux à plus de 80 %), le rapport aux Roms s'est envenimé, nourri par l'afflux de populations venues de Slovaquie et du Sud-Est européen pendant les années 1990 – officiellement 13 000, les Roms seraient d'après les sources associatives entre 250 000 et 300 000, car ils ne se déclarent pas comme Roms lors des recensements – et par des faits divers montés systématiquement en épingle par les médias alors que la justice manifeste une indulgence suspecte à l'égard des exactions des groupuscules extrémistes contre la communauté rom. Leur déclassé professionnel, leur taux de chômage très élevé (aux alentours de 60 %), leur analphabétisme (environ 30 %), leur part dans la délinquance contribuent à un haut niveau de rejet entretenu par une méconnaissance de leur culture. L'État intervient peu hormis les classes « spéciales » d'enseignement qui sont autant de ghettos éducatifs, et les allocations familiales et sociales. Ce sont les associations qui sont

les plus actives en matière de soutien à cette communauté.

Le Comité Helsinki, fondé en 1988 comme prolongement de la Charte 77 et du Vons (Comité de défense des personnes injustement poursuivies), surveille la situation des droits de l'homme en République tchèque en s'attachant en particulier aux droits des enfants et des femmes (l'affaire des femmes roms stérilisées, par exemple). Sur le plan officiel, un Conseil auprès du gouvernement pour les droits de l'homme présidé par le ministre des Droits de l'homme a été créé en 1998 avant la mise en place d'un *ombudsman* en 1999 : occupée pendant dix ans par le juriste Otakar Motejl, cette fonction est depuis 2014 confiée à son ancienne adjointe, Anna Šabatová, une grande figure de la dissidence, épouse de Petr Uhl, autre dissident célèbre. L'ombudsman est saisi des plaintes contre l'administration, de la protection des emprisonnés, des discriminations et des expulsions. Il formule essentiellement des recommandations et a une fonction d'alerte. Les droits de l'Homme en République tchèque sont garantis par la Constitution de 1993, mais le pays a été mis en cause à de nombreuses reprises pour son traitement de la minorité rom, qu'il s'agisse des réalités ou des politiques symboliques.

Une enquête de HSBC de juin 2016 sur les pays les plus accueillants pour les travailleurs étrangers a placé la République tchèque au quatrième rang mondial. Pourtant, le rejet des réfugiés y est très violent, déclenché en 2015 par la décision de l'UE de diriger 1 500 d'entre eux vers Prague dans le cadre d'une répartition européenne d'ici 2020. Certaines petites formations politiques comme *Úsvit* ont fait du danger d'un afflux leur cheval de bataille. Crainte fantasmagique tant les réfugiés n'ont aucune intention de se rendre ou de rester en République tchèque... Mais médias et monde politique contribuent à entretenir cette peur irrationnelle.

Polonais-Juifs : une douleur encore vive dans le récit cinématographique¹

Par **Tadeusz Lubelski**, philologue, critique et historien de cinéma, professeur de l'Université Jagellonne de Cracovie

L'histoire des relations polono-juives et surtout de l'attitude manifestée par les Polonais envers les Juifs dans les moments-clés de l'histoire récente, est particulièrement délicate mais fondamentale pour décrire d'un œil neuf l'identité collective des Polonais. Elle est d'autant plus fondamentale que des ouvrages historiques publiés ces dernières années obligent à voir autrement le rôle des Polonais dans ces événements. Si l'on s'en tient à la triade des attitudes adoptées pendant l'Holocauste proposée par l'historien américain Raul Hilberg – exécuteurs, victimes ou témoins² – on attribue traditionnellement aux Polonais la troisième. Les Polonais furent les témoins impuissants d'une tragédie qui s'est déroulée sur leurs terres, dans les meilleurs cas, des témoins qui apportaient leur aide, ce qui vaut à la Pologne le plus grand nombre de titres de « Juste parmi les nations ».

Les Polonais peuvent tirer une fierté légitime de ce constat, cependant, au regard des derniers travaux historiques, ils doivent reconsidérer cette confortable idée reçue. À la lumière de ces travaux, la catégorie de témoin dans la société polonaise (entre autres) perd son sens. Elżbieta Janicka propose une variante de ce terme : « observateur impliqué averti », car « le fait d'être témoin » ne s'appliquait pas seulement dans « la nonchalance », mais aussi dans « la pensée, la parole et » malheureusement également « dans les actes »³. La lecture de ces travaux suggère même l'existence d'une catégorie plus douloureuse : la complicité. Les lecteurs du livre



L'ouvrage présente une fresque historique du cinéma polonais : des premières séances de cinéma organisées en 1896 sur le territoire polonais (précédées par des phénomènes antécédents dans le domaine de la culture audio-visuelle)

aux films réalisés au début du XX^e siècle, en passant par les films populaires des années 1930, l'École polonaise 1955-1962 et le cinéma de l'inquiétude morale. Le lecteur y trouvera des analyses des films de fiction et d'animation, des documentaires ainsi que des biographies des cinéastes, vaste étude permettant de saisir des épisodes de construction d'un élément de la culture nationale polonaise dans laquelle l'histoire et la mémoire jouent souvent un rôle majeur.

de Jan Tomasz Gross *Les Voisins (Sąsiedzi)* connaissent les actes effroyables perpétrés en juillet 1941 par les habitants polonais du village de Jedwabne qui ont pourchassé, enfermé de force et brûlé vifs 1640 de leurs concitoyens juifs⁴; ceux qui auront lu deux ans plus tard les deux tomes de recherches approuvées par l'Institut de la mémoire nationale comprendront qu'il est question d'un phénomène beaucoup plus étendu. Pendant l'été 1941, dans plusieurs dizaines de localités de la région de Białystok, les Polonais ont assassiné leurs concitoyens juifs; ces crimes de masse ont duré de nombreuses semaines⁵. Ce n'est pas un hasard si ces crimes de masse ont eu lieu à cette période, juste après l'entrée des Allemands sur des terrains spoliés par l'armée soviétique. Les Allemands ont validé les violences contre les Juifs, violences induites plus tôt chez les Polonais, dès la seconde moitié des années 1930 et trop rarement réprimées, voire plutôt attisées par l'Église catholique⁶. Comme l'écrit Bożena Keff, « les Allemands étaient des exécuteurs. Mais ils avaient de nombreux appuis, tant militaires que civils. Ils comptaient également de nombreux observateurs bienveillants, des collaborateurs de bonne volonté et ce qu'on appelle des *témoins*, souvent des badauds regardant avec indifférence ou

1. Cette contribution constitue une version raccourcie du chapitre « Polonais – Juifs : une douleur encore vive » de l'ouvrage de Tadeusz Lubelski, *Histoire du cinéma polonais*, trad. du polonais par Isabelle Jannès-Kalinowski, Presses universitaires du Septentrion, 2017. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur et l'éditeur.
2. Raul Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive (1933-1945)*, trad. par M.-F. de Paloméra, Paris, Gallimard, 1994.
3. Elżbieta Janicka, « Mord rytualny z aryjskiego paragrafu. O książce Jana Tomasza Grossa „Strach. Antysemityzm w Polsce tuż po wojnie. Historia moralnej zapaści” », *Kultura i Społeczeństwo*, 2008, n° 2, p. 238.
4. Jan Tomasz Gross, *Les Voisins. Un Massacre de Juifs en Pologne*, 10 juillet 1941, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Fayard, 2002.
5. Paweł Machcewicz et Krzysztof Persak (dir.), *Wokół Jedwabnego*, t. 1 : *Studia*, t. 2 : *Dokumenty*, Varsovie, IPN, 2002.
6. Alina Cała, *Żyd – wróg odwieczny? Antysemityzm w Polsce i jego źródła*, Varsovie, Wyd. Nisza, 2012

bien avec une certaine admiration, voire en approuvant les actions des Allemands. Après la guerre en Pologne, cela se traduisait par la célèbre phrase : *La seule chose bien que Hitler ait fait c'est d'en avoir fini avec les Juifs*⁷.

Bien sûr le problème ne s'arrête pas aux événements tragiques de l'été 1941. D'autres recherches – par exemple l'ouvrage extrêmement bien documenté de Jan Grabowski⁸ *Judenjagd* (« La Chasse aux Juifs ») – aborde une période plus tardive de l'occupation après la liquidation de la plupart des ghettos pratiquée en 1942. À Varsovie et dans ses environs se cachaient alors environ 250 000 Juifs. « En tout, moins de 40 000 Juifs ont survécu à la guerre en Pologne. Cela signifie plus de 200 000 dénonciations pour ceux qui se cachaient en ville et dans les environs. [...] Il est vrai que ceux qui venaient en aide aux Juifs risquaient la peine de mort. Or, ce n'est pas cette loi qui a empêché les Polonais de les aider mais une attitude globalement antisémite doublée du risque de se faire dénoncer »⁹. Il est dorénavant légitime de penser que « sous l'occupation ni l'État clandestin polonais, ni l'Église catholique ne traitaient les Juifs comme des citoyens de plein droit dont la vie, les droits et les intérêts économiques relevaient de la même attention que les droits et intérêts des Polonais ethniques »¹⁰. Ces phénomènes ne se sont pas apaisés avec la fin de la guerre. On voit alors de nouveaux pogroms, surtout celui de Kielce en 1946 et leur écho compromettant pour l'État que seront les événements de mars 1968.

Les faits sont connus depuis longtemps, puisque les procès de leurs auteurs sont organisés après 1945. En Pologne populaire on fait tout de même en sorte de ne pas les divulguer à l'opinion publique. Ils n'entreront ainsi dans la conscience collective qu'après l'année 2000. En comptant le temps de préparation d'un film, cette nouvelle conscience ne s'exprimera dans les œuvres cinématographiques qu'à partir de la période évoquée dans ce chapitre.

Il est intéressant de noter que ce nouveau contexte n'est pas toujours favorable à la réception des œuvres. C'est le cas en particulier pour le film documentaire le plus important de la période sur les relations polono-juives : le long-métrage *Po-lin. Okruczy pamięci (Po-lin)* (2008) de Jolanta Dylewska. Le titre désigne la Pologne en hébreu mais signifie également « tu reposeras ici » ; ses connotations chaleureuses donnent le ton à l'ensemble. Une grande part du film est composée d'un montage de films amateurs datant de l'entre-deux-guerres trouvés

par la réalisatrice après des recherches dans de nombreux pays ; les Juifs polonais venant en visite d'outre-atlantique emportaient des caméras et filmaient leurs proches dans les shtetls, enregistraient la vie quotidienne, les cérémonies de fêtes, les promenades dans les rues et au marché. Cette reconstitution du passé est accompagnée d'un commentaire extrait des *Livres de la mémoire* rédigés par des Juifs rescapés, lu par Piotr Fronczewski – avec une solennité non dénuée de pathos, et de souvenirs du quotidien d'alors dans les shtetls – étonnamment bienveillants – de gens habitant dorénavant des villages polonais. Le film de Dylewska, formellement efficace, fait revivre un monde mort à jamais sans dissimuler ses intentions nostalgiques : il veut immortaliser un destin collectif disparu, perdu.

Et pourtant, ce film magnifique, souvent primé à juste titre (Pellicule d'or de l'Association des cinéastes polonais) et sorti sur les écrans la même année que la parution en Pologne du livre *La Peur* de Jan Tomasz Gross, se heurte à une large réticence du public. Deux chercheurs de l'Institut de recherches littéraires de l'Académie des sciences polonaise, Elżbieta Janicka et Tomasz Żukowski, en font un exemple « d'ardeur philosémite » qui veut présenter à tout prix les relations entre Polonais et Juifs sous un angle idéalisé et si possible avantageux. La situation narrative générale en elle-même est mise en question : les sourires des habitants juifs étaient initialement destinés à leurs proches qui les filmaient, c'est-à-dire à leurs semblables, on peut considérer leur mise en situation dans une nouvelle globalité comme une appropriation fallacieuse. Le récit passe logiquement à côté du thème de la violence antisémite ; le vide laissé après l'assassinat des Juifs n'est pas exploité pour se demander « comment cela a-t-il pu arriver ? », mais pour « une narration polonaise douceâtre » avec une musique de fond folklorique constamment présente. Finalement, la réalité fait place au mythe d'une communauté harmonieuse¹¹. Difficile de ne pas donner raison à ce jugement même si la réalisatrice s'y attendait. En conclusion, pour faire un travail sur le passé, il y a des étapes indispensables à ne pas manquer. Tant que les Polonais n'auront pas assumé le traumatisme de l'Holocauste, l'image de l'harmonie polono-juive suscitera toujours des doutes.

Quant au cinéma de fiction, une division au sein du public se manifeste : les uns attendent le film d'Agnieszka Holland, qui traite du sauvetage de Juifs par des Polonais, les autres attendent celui de Pasikowski sur l'assassinat des Juifs¹².

7. Bożena Keff, *Antysemityzm. Niezamknięta historia*, Varsovie, Czarna Owca, 2013, p. 178.

8. Jan Grabowski, *Judenjagd. Polowanie na Żydów 1942-1945. Studium dziejów pewnego powiatu*, Varsovie, Stowarzyszenie Centrum Badań nad Zagładą Żydów, 2011.

9. B. Keff, *Antysemityzm*, op. cit., p. 199, 196.

10. Jan Tomasz Gross et Irena Grudzińska-Gross, *Moisson d'or. Le pillage des biens juifs*, trad. par P.-E. Dauzat, Paris, Calmann-Lévy, 2014.

11. Elżbieta Janicka, Tomasz Żukowski, « Przemoc filosemicka », dans Joanna Tokarska-Bakir (dir.), *PL : tożsamość wyobrażona*, Varsovie, Czarna Owca, 2013, p. 33-81.

12. « A przecież mógł ich wydać... Entretien d'Agnieszka Holland avec Piotr Śmiałowski », *Kino*, 2012, n° 1, p. 16.

Évitons cependant de succomber à une telle tentation et comparons plutôt des œuvres qui évoquent la même expérience tout en se demandant : comment l'Holocauste a-t-il pu arriver ?

Parmi ces œuvres, *W ciemności* (*Sous la Ville*) d'Agnieszka Holland (2011, Lions d'or et Prix de la mise en scène à Gdynia, nomination aux Oscars) occupe une place particulière. Ce film s'inspire de faits réels. Le héros est Leopold Socha, égoutier (mais aussi voleur plusieurs fois condamné) qui a caché pendant quatorze mois sous l'occupation nazie (du 1er septembre 1943 à l'entrée des Russes à Lwów fin juillet 1944) un groupe d'une vingtaine de Juifs, dont une famille de quatre personnes d'intellectuels polonisés, les Chiger, dans les égouts de la ville. Au début, il faisait cela pour l'argent d'Ignacy Chiger et quand les finances des Juifs qu'il cachait se sont épuisées, il a continué à prendre des risques pour eux gratuitement.

L'histoire peu ordinaire de Leopold Socha et des Juifs qu'il a sauvés trouve dans le film d'Agnieszka Holland une expression artistique tout à fait adéquate. Le film est construit selon trois axes thématiques qui se soutiennent mutuellement. Le premier raconte l'histoire de la conversion d'un pécheur : un personnage apparemment médiocre devient un homme honnête, un bienfaiteur, ce que traduit parfaitement l'interprétation de Robert Więckiewicz (primé à Gdynia, Aigle – prix d'interprétation masculine). Le deuxième axe relate la vie dans des conditions extrêmes d'une vingtaine de personnes dans les égouts où en temps normal on ne tiendrait pas une heure. Cet aspect du film doit sa qualité surtout à l'exploit de la chef-opératrice Jolanta Dylewska (Grenouille d'or au Festival Camerimage, Aigle et Prix de la meilleure photographie à Gdynia), et à l'effet original des gens rayonnant dans les ténèbres (sur le plateau, les acteurs s'éclairaient mutuellement), mais aussi au jeu de tous les comédiens, en particulier le couple d'amoureux Klara et Mundek (Agnieszka Grochowska et l'acteur allemand Benno Fürmann, tous deux primés à Gdynia). Le troisième axe raconte l'enfer à la surface, avec pour la première fois dans le cinéma polonais une image de la ville de Lwów plurilingue sous l'occupation nazie (les acteurs qui jouent les autochtones ont appris pour le film le dialecte *balak* de

Lwów), la liquidation du ghetto, le camp de la rue Janowska, les exécutions dans la forêt ou dans les rues, avec en parallèle la vie normale, les enfants qui font leur Première communion. L'ensemble, conformément au cours réel des événements, tend vers une fin lumineuse, ternie cependant par l'inscription finale au générique, elle aussi conforme à la réalité et pleine d'amertume : « Leopold Socha est mort le 12 juin 1946 en voulant sauver sa fille qui allait se faire écraser par un camion de l'Armée Rouge. Lors de son enterrement quelqu'un a dit : *C'est le châtiment de Dieu pour avoir aidé des Juifs*. Comme si nous avons besoin de Dieu pour nous infliger mutuellement des châtiments ».

Poklosie (*La Glanure*, 2012, Prix de la presse au Festival de Gdynia et Prix du président du Yad Vashem au Festival de Jérusalem pour un film traitant de l'Holocauste) de Władysław Pasikowski est le film qui réagit le plus fort à ce que les Polonais ont appris récemment sur leur comportement pendant l'Holocauste ; pour cette raison il suscite à la fois une très haute estime et une très grande réticence surtout parmi les milieux de droite traditionnellement attachés à une image idéalisée de leur nation. C'est un cas intéressant : ce réalisateur spécialiste du cinéma de genre, donc habitué à utiliser des moyens expressifs éprouvés, est touché par le livre de Gross *Les Voisins* ; il décide alors de partager avec son large public l'expérience de cette lecture. Il s'inspire de l'histoire du massacre de Jedwabne pour réaliser un film populaire à la limite du thriller ou d'un western contemporain, schématique et qui joue sur les émotions, mais dont l'effet à l'écran provoque une catharsis collective.

Il s'agit de l'histoire des frères Kalina, l'aîné Franciszek (Ireneusz Czop) après avoir vécu vingt ans aux États-Unis revient au village familial, inquiet de savoir son frère cadet, Józef (Maciej Stuhr), en conflit avec la communauté. Ce dernier s'est effectivement mis à dos ses concitoyens en s'attendant à la destruction d'une route jadis construite par les nazis avec des matsévas, stèles funéraires juives. Pour les préserver, il les garde dans un champ. Quand les deux frères, à la recherche d'arguments, se mettent à creuser l'histoire du village, on comprend que la colère de leurs concitoyens se fonde sur des éléments bien plus importants et profonds. Pendant la dernière guerre, des Juifs ont été massacrés en masse à cet endroit, et ce, sans l'intervention des nazis ; de plus, le crime a eu lieu sur l'exploitation familiale, dans la grange de leur père. On peut donc interpréter l'histoire racontée dans le film comme une métonymie de la prise de conscience des Polonais de leur passé historique.

Artistiquement, *La Glanure* est inégal. Il a des points forts : l'intéressante évolution des deux héros en quête de vérité, l'interprétation de Maciej Stuhr (justement récompensé d'un Aigle) qui donne de la vraisemblance au



Maciej Stuhr comme Joseph, le gardien des matsévat, dans *La Glanure* de Władysław Pasikowski.

© photo personnelle de l'auteur

personnage peu crédible du paysan modeste qui apprend l'hébreu grâce à sa fascination pour les matsévas, l'incroyable scène des deux frères recueillant les aveux du maire d'alors qui avait participé au massacre (inoubliable performance de Robert Rogalski). Mais le film a des points faibles, difficilement acceptables : la dichotomie simpliste (comme dans un anti-western) entre une société dépravée et des héros nobles, une fin kitsch et insupportable (l'image de Józef crucifié par les méchants voisins). Mais en tant que fait social, ce film est une œuvre irremplaçable.

Cette dernière conclusion porte à comparer la réception de *La Glanure* avec un autre film réalisé et distribué quasiment au même moment : *Sekret (Secret)* (2012, sorti en 2013) de Przemysław Wojcieszek. *Secret* évoque un thème très similaire : deux jeunes gens, une Juive (Agnieszka Podsiadlik) et un gay (Tomasz Tyndyk) vont à la campagne rendre visite au grand-père du jeune homme pour élucider la mort de deux Juifs, restée un sombre secret de guerre. Artistiquement, *Secret* est une œuvre certes plus originale que « *La Glanure* » mais à cause de sa singularité formelle qui frôle le maniérisme – figures narratives bizarres, scènes de danse du héros (en *drag queen*) qui s'étirent en longueur, récitation d'un poème en yiddish par l'héroïne – le film n'existe presque pas au cinéma, il passe inaperçu et ne pourra pas jouer le rôle du film de Pasikowski.

Arrive enfin une œuvre aboutie : *Ida* (2013, Lions d'or à Gdynia, Grand prix des Festival de Londres et de Varsovie, Le Prix Européen, Oscar) de Paweł Pawlikowski (1957) d'après un scénario co-écrit avec Rebeka Lenkiewicz. Le film a une histoire intéressante, car le réalisateur, émigré de Pologne avec sa mère à l'âge de quatorze ans, vit d'abord en Grande-Bretagne où il tourne la plupart de ses films, puis il réalise quelques documentaires importants dans les années 1990 en Russie, et juste avant *Ida*, il tourne en France la fiction *La Femme du Vême* (2011). *Ida* est son premier film polonais au moment où il revient s'installer peut-être définitivement en Pologne. Sa singularité dans le cadre du cinéma polonais est donc le résultat d'un regard extérieur, extrêmement vivifiant s'il en est.

L'action de cette histoire intimiste se déroule en 1962. Les images en noir et blanc de Łukasz Żal et Ryszard Lenczewski (primés à Gdynia) rappellent la rudesse de l'époque,

pourtant chaque prise présente une composition raffinée qui sert l'atmosphère du film. L'histoire raconte la relation entre deux femmes qui se tisse sous nos yeux en l'espace de quelques jours. Ida (Agata Trzebuchowska), orpheline de guerre élevée dans un couvent catholique, ne connaît pas son passé ; elle veut entrer dans les ordres et se prépare à prononcer ses vœux. Dans la séquence d'ouverture, la mère supérieure lui conseille d'entrer en contact avec sa tante Wanda, une parente qu'elle ne connaît pas. Wanda apprend à Ida qu'elle est juive. Au cours d'un voyage en voiture de plusieurs jours sur les routes désertes de la Pologne populaire, elles découvrent les secrets du passé, refoulés par Wanda, inconnus pour Ida.

Ce passé est sombre. Leur famille – dont Róża la mère d'Ida, sœur de Wanda, et Tadzio le petit garçon de Wanda – a été assassinée par des paysans qui les avaient d'abord cachés ; un d'entre eux, qui s'est approprié leur ancienne maison près de Łomża, l'avoue à Ida. Mais c'est également lui qui avait laissé Ida au couvent pour qu'elle soit prise en charge par les sœurs. Wanda (Agata Kulesza, primée à Gdynia) s'en est sortie parce qu'elle avait quitté la maison plus tôt ; « j'ai laissé mon enfant et je suis partie me battre, le diable sait pour quoi. » Devenue procureur après la guerre, elle est surnommée « Wanda la sanguinaire », on pourrait trouver le prototype de son personnage dans le film *Général Nil*. Ce voyage de quelques jours montre deux chemins vers la connaissance de soi mais traduit aussi un combat de l'âme. Wanda, impuissante face à la prise de conscience que sa vie est un désastre, tente de sauver Ida de l'illusion du « dévouement à la cause ». Ida, qui « n'a pas de vie » – la met à l'épreuve, se frotte à l'amour avec un garçon rencontré au hasard (Dawid Ogrodnik) mais revient au couvent. À la fin de sa critique, Tadeusz Sobolewski écrit : « Dans les dernières minutes du film de Pawlikowski, Ida avec sa petite valise marche le long de la route à contresens des voitures, dans le sens de la vie. Elle en a fait le tour. Où va-t-elle ? Va-t-elle servir Dieu en étant détachée de la vie ? Y a-t-il ici un élément de compassion chrétienne ? Est-ce parce qu'Ida n'a pas pu aider sa tante qu'elle se retire du monde dans un cloître où elle pourra prier pour le monde ? Est-ce de la résignation ou une victoire ? Le cinéma polonais lui aussi mûrit à l'aune de ces questions »¹³.

13. Tadeusz Sobolewski, « Witraż w okienku obory », *Gazeta Wyborcza*, 24 octobre 2013, p. 14.

L'occupation des États baltes : une controverse mémorielle

Par **André Filler**, maître de conférences
habilité à diriger des recherches,
université Paris VIII (Études slaves /
Institut français de géopolitique)¹

La construction mémorielle est l'un des éléments déterminants de la transition d'un système politique vers un autre. Dans le cas balte, la question de la mémoire a accompagné toutes les étapes de la rupture d'avec la tutelle soviétique, de la sortie du système administratif et géopolitique de l'URSS jusqu'à la formulation des identités nouvelles. La reconquête identitaire en Lettonie a commencé par une démarche conjuguée, d'un côté, territoriale – opposition aux projets d'aménagement soviétiques, vus comme des violences faites contre l'identité nationale, de l'autre, mémorielle – l'exigence de reconnaître le fait de l'occupation de la Lettonie par l'Union soviétique en 1940 et l'existence des protocoles secrets du pacte Molotov-Ribbentrop.

Il existe aujourd'hui un certain nombre de lieux de mémoire qui sont des identifiants immédiats d'allégeance au projet letton, ou, au contraire, de prise de distance. Nous pouvons en identifier les plus récurrents : le fait de l'occupation soviétique en 1940 ; la définition du régime soviétique de 1945-1991, comme « seconde occupation » ; l'évaluation du rôle et du nombre des collaborationnistes lettons pendant l'occupation nazie et tout spécialement le rôle de la Légion Lettone ; l'équivalence morale entre les crimes nazis et staliniens ; l'appréciation de l'œuvre politique du président Karlis Ulmanis ; l'effet positif de la gestion soviétique. Sur ces *loci memoriae*, la communauté lettone exprime une opinion en

grande partie uniforme. En vingt ans, une doxa historique a été formée et diffusée au sein de la société par le biais de la recherche académique, du système éducatif, du discours officiel commémoratif ou médiatique. Or, confrontée à ces questions épineuses, la communauté russophone (subissant elle aussi, de plus en plus de pression idéologique, au fur et à mesure du durcissement du discours médiatique en Russie) possède souvent des avis divergents². Les deux discours forment deux narratifs concurrents, deux représentations des mêmes faits, convoquées par les uns et par les autres afin de régler des différends politiques.

Selon la célèbre formule de Benedict Andersson, le nationalisme est construit sur une « généalogie inversée », dans laquelle le présent façonne le passé : « La Seconde Guerre mondiale engendre la première ; de Sedan naît Austerlitz ; l'insurrection du ghetto de Varsovie a pour ancêtre l'État d'Israël »³. Cette idée paradoxale et puissante est juste, mais en partie seulement, car elle ne prend pas en compte ce facteur déterminant pour l'avènement d'un mouvement et d'une pensée nationalistes qu'est le ressentiment, qui fonctionne fatalement en suivant un axe chronologique. La vérité résiderait sans doute dans le constat que les deux dynamiques se croisent et se nourrissent mutuellement : le ressentiment, qui est une catégorie éminemment mémorielle (Nietzsche ne l'a pas perçu ainsi) – éprouvé dans le passé, il justifie l'articulation du présent ; le présent, ainsi modelé, remodèle à son tour la représentation du passé. La mémoire balte est tourmentée et sinueuse, mais elle est une, contrairement à des représentations que les uns et les autres en font *a posteriori*, en choisissant soit *de ne pas se souvenir des mêmes choses* soit *de se souvenir des mêmes choses, mais pas de la même façon*. Se créent alors des narratifs concurrents qui suivent deux logiques parallèles : d'un côté, celle de la *sélection*, de l'autre celle de l'*appréciation*.

La première, obéissant au schéma, « une mémoire, plusieurs histoires », implique le choix d'événements, de faits, de tendances et de personnages à retenir ou à refouler. Renan appelait naguère le peuple français à apprendre

1. Voir la note de lecture de son dernier ouvrage *L'impossible nation lettone. Étude des lieux d'une nation-genèse post-soviétique*, p.27 de la présente Lettre.
2. Voir notamment les résultats d'un sondage de 2010. À la question « De quel événement de l'histoire lettone au XXe siècle êtes-vous fier ? », 47,5% de Lettons ethniques ont répondu « le second éveil et les barricades », 40,3%, « la restauration de l'indépendance », 39,7% « l'indépendance de 1918 ». Chez les russophones, 23,8% ont répondu ne pas être fiers de quoi que ce soit, 20% avaient des difficultés à répondre, et 19,8% ont évoqué la participation des Lettons à l'Armée rouge pendant la Guerre civile et dans les combats contre les nazis. En répondant à la question « De quel événement de l'histoire lettone au XXe siècle avez-vous le plus honte ? », 32,7% de Lettons ethniques ont dit avoir honte de « la participation de Lettons à la terreur stalinienne », 26,5% de « celle à la Shoah », et 26,5% également de n'avoir honte de rien. Les russophones n'avaient majoritairement honte de rien (28,9%), avaient des difficultés à répondre (24,2%) ou déclaraient avoir honte de la Shoah (21,8%), Nils Muižnieks « History, Memory and Latvian Foreign Policy », dans N. Muižnieks (dir.), *The Geopolitics of History in Latvian-Russian relations*, Riga, Academic Press of the University of Latvia, 2011, p. 11.
3. B. Andersson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002 (1983), trad. P.-E. Dauzat, p. 206.

l'oubli : « [...] L'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. Aucun citoyen français ne sait s'il est burgonde, alain, taïfale, visigoth ; tout citoyen français doit avoir oublié la Saint-Barthélemy, les massacres du Midi au XIII^e siècle »⁴. La mémoire politique suit, mais en partie seulement, l'injonction du grand homme, car elle privilégie tantôt l'*amnésie* (*honteuse* ou *coupable*), tantôt une *hypermnésie* (*expiatoire* – les crimes du nazisme en Allemagne, le discours du Vel d'Hiv de Jacques Chirac, ou « *militante et triomphante* », mise en valeur mémorielle des fragments historiques compromettants, selon une grille de lecture communément admise, présentés comme des faits de gloire – un bon exemple en serait la glorification des attaques terroristes, d'où qu'elles puissent venir).

La logique de l'appréciation mémorielle (« une histoire, plusieurs mémoires ») est une catégorie qui se veut éthique, car elle dicte la multiplicité de jugements sur les faits d'Histoire. La *politie* détermine alors un système de coordonnées où l'appréciation définitive portée sur un fragment historique se trouve à la croisée de l'abscisse d'un code moral et de l'ordonnée de l'intérêt politique. Généralement, plus la société est avancée dans la construction de la démocratie libérale, plus l'abscisse « morale » domine l'ordonnée « politicienne ». Néanmoins, même dans nos sociétés occidentales, cette dernière composante joue un rôle déterminant sous l'emprise incontestable des considérations internes et des rivalités locales de pouvoir, un cas d'école qui montre comment le politique participe de l'éthique.

Occupation, annexion, adhésion – lectures et affrontements

Le fait historique qui touche au cœur même de l'indépendance lettone est la reconnaissance du fait de l'occupation illégale de la Lettonie indépendante par l'URSS en 1940 et de la réinstallation du second régime d'occupation entre 1946 et 1991. Généralement, ces deux occupations sont proposées sous forme d'un package : pour l'opinion lettone, la représentation de la Lettonie occupée court naturellement depuis 1940 jusqu'à 1991, avec la parenthèse allemande, entre 1941 et 1946. Pour l'opinion russe, au jour où sont écrites ces lignes, au contraire, l'adhésion libre et constitutionnelle de la Lettonie à l'URSS, prouvée par l'absence de résistance armée en 1940, invaliderait de fait toute interprétation de l'histoire de la Lettonie soviétique comme une histoire de la présence

illicite du régime soviétique sur le territoire lettone.

Étonnamment, lorsqu'on évoque l'*occupation* de la Lettonie par l'URSS, il n'est pratiquement jamais question de la dissemblance structurelle entre ces deux événements, de nature et de durée pourtant si différentes. En effet, dans le cas de 1940, il s'agit d'une armée étrangère qui *occupa*, littéralement, un territoire en dehors de ses frontières nationales, territoire qui par la suite devint *annexé* sur des bases falsifiées, au sein d'un ensemble impérial. Tandis que la période entre 1946 et 1991 correspond à l'évolution naturelle d'un territoire *désormais incorporé*, certes illégalement, dans cet ensemble, vivant selon ses lois, participant à sa gestion, et dont la citoyenneté est portée par l'intégralité des habitants du territoire incorporé. Nous sommes donc invités à mettre sur le même plan une opération politico-militaire ponctuelle de 1940, et une entreprise de gestion d'un territoire faisant désormais partie intégrale de l'empire.

À ce *quiproquo* quant à la nature même des faits s'en ajoute un autre qui relève cette fois-ci exclusivement de l'appréciation de la période 1946-1991, et de sa définition en tant que période d'occupation soviétique. Du côté russe, nous constatons l'existence de deux approches. D'un côté, une réfutation post-soviétique, aisément qualifiable de négationniste, des agissements du régime soviétique, notamment une réticence à reconnaître les crimes du régime stalinien. De l'autre, une contestation de l'adéquation historique et juridique du terme d'*occupation* appliqué à la condition des territoires baltes entre 1946-1991, ce qui n'implique pas pour autant une évaluation positive de cette période.

La première tendance a généré une abondante bibliographie. Souvent relayée par la presse et les portails informatiques russes, elle arrive à fédérer les organes pro-poutiniens (l'agence *Regnum* de Modest Kolerov⁵, dont la contestation de la politique des États baltes est une des principales orientations éditoriales) et ceux, par exemple, d'inspiration national-bolchevik (le portail *Svobodnaja pressa*, co-dirigé par Zahar Prilepin⁶). Elle peut prendre une forme négationniste radicale, lorsqu'est mise en question, voire niée l'existence même des protocoles secrets du pacte Molotov-Ribbentrop. Un ouvrage d'un certain A. Kungurov, rédigé par une plume nerveuse et non désagréable à lire, et publié par des maisons d'éditions russes jouissant d'un prestige certain, Algoritm et Eksmo, soutient ainsi que les protocoles n'ont jamais été signés, ni même existé, et que les textes cités sont des faux fabriqués de

4. Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation », dans *Littérature et identité nationale de 19871 à 1914*, Paris, Bordas, 1991, p. 4.

5. Voir : <http://www.regnum.ru>. M. Kolerov a été par ailleurs déclaré *persona non grata* en Lettonie, en août 2012, cf. <http://en.rian.ru/russia/20120808/175063605.html>, le 8 août 2012 [consulté le 9 octobre 2017].

6. Voir : <http://www.svpressa.ru>.

concert par les services secrets américains et les « traîtres » du ministère des Affaires étrangères soviétique des années Gorbatchev⁷. Une remise en question de l'occupation soviétique moins spectaculaire mais non moins fallacieuse, se trouve dans un ouvrage de L. Vorob'eva, professeur à l'Institut des recherches stratégiques de la Fédération de Russie. Sa démonstration reprend sensiblement le narratif de l'historiographie soviétique : le régime d'Ulmanis était tenté par une alliance stratégique avec l'Allemagne nazie ; les forces armées soviétiques sont entrées sur le territoire letton pour apporter la paix et la protection au peuple exsangue après six ans de régime autoritaire ; 94 % de population participa aux élections à la Diète populaire, ayant élu à 97 % des voix le bloc prosoviétique. « En même temps, écrit l'auteur, fut décidée la question de l'entrée de la Lettonie dans l'Union soviétique, à titre de république soviétique [sic! A.F.]⁸. Il est difficile de distinguer ici la part des convictions personnelles de l'auteur, et celle d'un certain programme politique dont son texte se fait l'écho.

Une vision beaucoup moins politisée et pratiquement contraire au « politiquement correct », tel qu'on le conçoit en Russie aujourd'hui, s'exprime dans l'ouvrage d'Elena Zubkova. Celle-ci consacre plusieurs pages au débat terminologique et conceptuel sur l'adéquation du terme d'occupation à la présence soviétique dans les États baltes en 1940-1941 et 1946-1991. Sa conclusion établit un *distinguo* notionnel entre les deux périodes, et sépare l'évaluation politique (et, accessoirement, éthique) de la définition juridique. Contrairement aux tenants de la première tendance, Zubkova ne fait aucunement l'apologie de la politique soviétique dans les États baltes. L'intervention militaire de 1940 découle pour elle des préoccupations géopolitiques de Staline (domination des voies maritimes et des ports stratégiques pour ce qui est du territoire letton) formulées dans les protocoles secrets du pacte, et serait de ce fait une violation incontestable du droit international et de la souveraineté des peuples baltes. La période de 1940-1941 devrait donc être légitimement qualifiée d'occupation militaire.

En revanche, le retour soviétique en 1946 et les quarante-cinq ans d'existence des républiques soviétiques baltes qui suivirent échapperaient, d'après elle, au principe d'occupation. Parmi ses arguments figurent les suivants : l'URSS ne considérait pas sa présence comme provisoire, la limitation

temporelle étant propre à toute occupation ; les États baltes ont été contraints d'abandonner totalement leur souveraineté, s'étant transformé en partie intégrale de l'URSS en adoptant son ordre constitutionnel, juridique, politique et économique. L'ensemble des anciens citoyens baltes se trouvant sur le territoire soviétique en 1946 sont devenus citoyens soviétiques et ont reçu des passeports de l'URSS, ce qui est également contraire aux pratiques de présence sur un territoire occupé. Pour conclure, Zubkova précise que le régime que l'URSS imposa de force aux territoires baltes à partir de 1946 n'était pas un régime d'occupation, par essence *partiel*, mais bien un régime communiste, de nature *totale* et de modèle soviétique. « En 1940, écrit-elle, arriva sur les rives de la Baltique le pouvoir soviétique : commença ainsi une rupture dont les résultats furent bien plus tangibles et tragiques que ceux de n'importe laquelle des occupations militaires »⁹. Toutefois, Zubkova reste minoritaire parmi les auteurs russes traitant la question balte. Il est intéressant de noter que, bien que citée par les universitaires lettons, sa thèse n'a jamais été discutée par ces derniers. La logique de la reconquête identitaire rend difficile un débat sur un point aussi cardinal de la construction nationale, qui sortirait du schéma binaire entre une doxa indépendantiste et une doxa impériale.

Du côté letton, la question des deux occupations (voir des trois si on inclut celle des Nazis pendant la guerre) est rapidement devenue un dogme. À la suite du discours de Mavrik Vulfson en 1988 et de l'introduction du terme dans le vocabulaire politique national, les historiens prirent le relais pour consacrer la thèse de l'occupation en tant qu'unique définition possible de la présence soviétique en Lettonie. Le rôle des représentants de la diaspora fut tout à fait important dans l'élaboration de ce nouveau discours académique. Au-delà de l'émancipation nationale, le concept de l'incessante occupation permit d'asseoir plusieurs visions politiques. Premièrement, il justifia l'application du principe de continuité entre les deux indépendances. Deuxièmement, il rendit par définition illégale la présence des migrants soviétiques et de leurs descendants sur le territoire letton. Par ailleurs, l'application du concept d'occupation à la place de celui de soviétisation permet de souligner non seulement le caractère imposé et artificiel (objectivement incontestable) du pouvoir soviétique en Lettonie, mais également l'implication « accidentelle » des Lettons ethniques dans le fonctionnement du régime. Le Musée des Occupations de Riga, établissement

7. Aleksej Kungurov, *Sekretne protokoly ili kto poddelal pakt Molotova-Ribbentropa?*, Moscou, Algoritm-Eksmo, 2011.

8. Ljudmila Vorob'eva et al., *Istorija Latvii ot Rossijskoj imperii k SSSR* (Histoire de la Lettonie, de l'Empire russe à l'URSS), Moscou, Fond istoričeskoj pamjati, 2011, p. 487.

9. Eelan Zubkova, *Pribaltika i Kreml'* (La Baltique et le Kremlin), Moscou, Rosspen, 2008, p. 101.

exemplaire dans son genre, matérialisa cette représentation.

Si la politique lettone formulée par les activistes du Front Populaire dès la fin des années 1980 resta sensiblement inchangée, la position russe subit, elle, de nombreux revirements. L'acte le plus gênant pour la politique russe actuelle vis-à-vis des États baltes, qui consiste à nier systématiquement le fait de l'occupation de 1940, fut la déclaration du Soviet suprême de l'Union soviétique de 1989, dans laquelle il reconnaît l'existence des protocoles secrets du pacte Molotov-Ribbentrop et déclare toute conséquence politique de ces protocoles comme étant privée de force légale¹⁰. Les effets de ce document commencent cependant à s'estomper dès le milieu des années 1990, et la position officielle des autorités russes se met à fléchir. Boris Eltsine, allié fidèle des Baltes jusqu'à 1991, visiblement irrité par la politique envers les russophones, change de ton¹¹. L'élaboration de la doctrine géopolitique de l'*étranger proche*, après l'échec du fonctionnement de la CEI, entraîna une réévaluation de la présence russe dans les anciennes républiques soviétiques. Forte de sa communauté russophone, la Lettonie devint rapidement un terrain stratégique. Sa dépendance quasi totale en énergie vis-à-vis de la Russie la rendait encore plus vulnérable. Le discours russe sur les États baltes en général et la Lettonie en particulier développa à partir de ce moment-là une image d'ennemi potentiel. Cette rhétorique belliqueuse rencontra rapidement celle de la reconquête identitaire lettone, ce qui conduisit à la création d'un champ d'affrontement idéologique et géopolitique fortement polarisé.

Ainsi le conflit mémoriel autour de la lecture de la période soviétique se situe sur plusieurs plans :

- conflit légal portant sur la définition juridique de la période ;
- conflit de représentations interétatiques ;

- conflit intra-républicain entre les blocs politiques ;
- conflit intercommunautaire hors cadre de l'affrontement par le champ politique interposé.

In fine, la période soviétique est perçue par le discours lettone comme une « erreur » de l'histoire, monstrueuse et gigantesque, que l'indépendance est appelée à réparer. Les observateurs remarquent que si les autorités lettones, y compris les instances juridiques du pays, sont très réticentes à ouvrir des procès contre les présumés criminels nazis (une seule instruction a été ouverte à ce jour, contre Konrads Kalējs, mort en Australie avant le début du procès¹²), les recherches des criminels soviétiques sont conduites avec beaucoup d'entrain, donnant l'impression d'un déséquilibre¹³.

Aussi ne serait-il pas hasardeux d'avancer que la politique mémorielle lettone se fonde sur un principe d'hallucination historique – du moment où quelque chose n'aurait jamais dû avoir lieu, il convient de faire comme si rien de tout ceci ne s'était jamais produit. Cinquante ans de régime soviétique, dont la caractéristique première était de tordre les mémoires et de falsifier l'histoire (ce fameux « faux » russe, dont parlait déjà Michelet), ont rendu impossible aux sociétés formées sur ses décombres de prendre conscience de leur passé. Et d'accomplir le travail de mémoire, d'élaborer une forme de recul et de distance, bref de dépolitiser et désinstrumentaliser la mémoire. Habituee, conformément au paradigme soviétique, à *oublier de se souvenir*, la communauté lettone et sa classe dirigeante ne peuvent répondre « au défi de l'urgence de reconstituer [à l'Est de l'Europe] des sociétés capables de sustenter l'exercice de la démocratie »¹⁴ que par une seule mesure : se doter d'une autoreprésentation mémorielle conforme à leur programme idéologique et livrer une bataille désespérée pour son unicité sur le territoire national.

10. « Décision du Congrès des Députés du Peuple de l'URSS du 24 décembre 1989 n°579. Évaluation politique et juridique du Pacte de non-agression de 1939 entre l'Allemagne et l'URSS », dans *Lettonie - Russie, Traités et documents de base*, <http://www.letton.ch/lvriben2.htm> [consulté le 9 octobre 2017].
11. *Ayant abandonné sa haute fonction, il visite à titre privé une dernière fois la Lettonie (naguère une de ses villégiatures préférées), en 2006, peu de temps avant sa mort. « La Russie n'a jamais occupé la Lettonie, c'était l'Union Soviétique qui l'a fait », déclara-t-il, en visitant la ville historique de Cesis, à la foule médusée, mais plutôt satisfaite de l'entendre prononcer ces paroles fatidiques, bien que privées de tout poids institutionnel. Cf. « Boris El'cin poobeščal Latvii serdca vseh rossijan » (Boris El'cin a promis à la Lettonie les cœurs des Russes), Kommersant, n°158, le 26 août 2006, <http://www.kommersant.ru/doc/700383/> [consulté le 9 octobre 2017].*
12. *À laquelle s'ajoute le refus du parquet de revoir le cas d'Herberts Cukurs, en vue de sa future réhabilitation, sous prétexte, toutefois, qu'il n'a pas été « victime des représailles soviétiques sur le territoire lettone ».*
39. *A. Podrabinek, persuadé de la culpabilité de Kononov, cite le directeur du Centre de documentation des crimes du totalitarisme, Indulis Zalīte : « Le cas de Kononov n'est pas unique, mais dans tous les autres nous nous sommes heurtés à l'absence de témoins ou à la disparition des criminels eux-mêmes. Voir : A. Podrabinek, « Dva starika, dve strany i dva vzgljada na istoriju » (Deux vieillards, deux pays et deux regards sur l'histoire », <file:///podrabinek:%20Два%20старика,%20две%20страны%20и%20два%20взгляда%20на%20историю>.webarchive.*
14. *Guy Hermet, Histoire des nations et du nationalisme en Europe, Paris, Seuil, 1996, p. 271.*

Dans les Balkans, effacer la mémoire de l'antifascisme¹

Par **Jean-Arnault Dérens**, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*

Dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, la crise démographique et le pourrissement des questions sociales nourrissent le terreau des négationnistes. De façon de plus en plus ouverte, les nationalismes bâtis sur une réécriture de l'histoire font office de programmes politiques.

Les Balkans produisent-ils vraiment « plus d'histoire qu'ils n'en peuvent consommer », comme le prétend la célèbre formule de Winston Churchill ? À l'été 2016, les polémiques entre la Croatie et la Serbie se sont à nouveau portées sur le terrain historiographique, Belgrade accusant Zagreb de procéder à une « réhabilitation » du régime collaborationniste des oustachis de la Seconde Guerre mondiale, tristement célèbre pour sa politique d'élimination des Juifs, des Roms mais aussi des Serbes. Au vrai, tous les régimes nationalistes de la région ont utilisé, déformé, manipulé les faits et les narrations historiques afin de justifier leur propre pouvoir, essayant de reformuler des récits nationaux qui éludent ou relativisent la mémoire de la lutte antifasciste, fondement de la Yougoslavie socialiste et fédérale. Vingt-cinq ans après l'éclatement de l'ancien État commun, ce processus s'emballa de nouveau.

Le 22 juillet 2016, le Tribunal de Zagreb annulait le verdict de 1946 qui reconnaissait le cardinal Alojzije Stepinac (1898-1960) coupable de collaboration avec l'État indépendant croate (*Nezavisna Država Hrvatske*, NDH), créé en 1941 par les oustachis, sous la protection de l'Allemagne nazie. Mgr Stepinac, nommé archevêque de Zagreb en 1937, est une figure hautement controversée. Resté en poste tout au long de la guerre, il cautionna ce régime, même si ses partisans rappellent qu'il a condamné les politiques raciales dans certaines de ses homélies, et soulignent que son procès aurait été diligenté par les communistes pour affaiblir le poids de l'Église catholique en Yougoslavie. Emprisonné à Lepoglava, puis assigné à résidence dans sa bourgade natale de Krašić, près de Zagreb, où il mourut, il fut élevé à la pourpre cardinalice en 1952 par le pape Pie XII et béatifié en 1998 par le pape Jean-Paul II. Le Vatican retarde cependant l'avancée de

son procès en canonisation afin de ne pas compromettre le dialogue avec l'orthodoxie, priorité du pape François.

Une étrange et tardive « révolution nationale » est en cours en Croatie. Lors de son accession à l'indépendance et durant la guerre (1991-1995), sous la houlette du très nationaliste président Franjo Tuđman et de sa Communauté démocratique croate (HDZ), la Croatie avait effectué une première mise à distance avec l'héritage symbolique et idéologique de la résistance antifasciste de la Seconde Guerre mondiale. Certaines unités combattantes croates revendiquaient ouvertement l'héritage des oustachis, notamment en Bosnie-Herzégovine, et le gouvernement fit le choix de donner moins de relief aux commémorations annuelles de l'insurrection des détenus du camp de concentration de Jasenovac, le 22 avril 1945, qu'à celles du massacre de Bleiburg. En mai 1945, dans les collines du sud de l'Autriche, près de cette petite bourgade, les partisans encerclèrent les cadres civils et militaires de l'État oustachi en déroute. Plusieurs dizaines de milliers de personnes furent tuées. Chaque année, les deux commémorations ravivent une guerre des mémoires interne à la Croatie, et la présence des officiels à l'une ou l'autre cérémonie donne lieu à d'intenses commentaires : en 2016, la présidente de la République, Mme Kolinda Grabar Kitarović, a ainsi été « empêchée » de se rendre à Jasenovac, mais elle était présente à Bleiburg...

Néanmoins, le régime oustachi n'a jamais fait l'objet d'une reconnaissance officielle. Au contraire, la Constitution de la Croatie indépendante revendique l'héritage de « l'antifascisme ». Cette ambivalence s'explique en partie par la position personnelle de Franjo Tuđman, ancien général des partisans, devenu un cadre du régime yougoslave, avant de « virer » au nationalisme au début des années 1970. En somme, la Croatie indépendante rejetait les expériences yougoslaves – la Yougoslavie royale de l'entre-deux-guerres et la Yougoslavie socialiste de Tito – mais revendiquait la résistance comme élément de sa propre histoire. Un pas nouveau a été franchi avec le retour de la droite au pouvoir, en janvier 2016. La « Coalition patriotique », dirigée par le HDZ, regroupait toutes les chapelles de l'extrême droite croate mais, après avoir enregistré un résultat mitigé aux élections du 8 novembre 2015, elle a dû s'allier au « mouvement citoyen » Most, dont les dirigeants sont très liés à la hiérarchie catholique, tandis

1. Version raccourcie de l'article « Le choc des mémoires au mépris de l'histoire », publié dans *Le Monde diplomatique* en décembre 2016, <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/12/DERENS/56917> [consulté le 15 septembre 2017].

que la charge de Premier ministre revenait à un homme d'affaire croato-canadien, M. Tihomir Orešković, fort lié à l'Opus Dei.

Ministre de la Culture et figure très populaire de ce gouvernement, l'historien négationniste Zlatko Hasanbegović, ancien militant d'un groupuscule d'extrême droite, le Pur Parti croate du droit (HCSP), rejette l'héritage de l'antifascisme en expliquant qu'il s'agirait d'un « concept vide de sens », avancé par les « dictatures bolchéviques ». Dans ses travaux scientifiques, il a tenté de relativiser les politiques d'extermination mises en place par le régime oustachi. Le ministre est issu d'une tradition politique archi-marginale : celle des musulmans de Bosnie-Herzégovine qui se rallièrent aux oustachis et s'engagèrent même dans la 13^e Waffen SS Handschar, répondant à l'appel à la collaboration du mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini.

Ce révisionnisme croate participe d'une nouvelle tendance qui affecte toute l'Europe centrale, après l'adhésion à l'Union européenne. Dans les années 2000, sous la houlette de M. Ivo Sanader, Premier ministre de 2003 à 2009, le HDZ avait engagé un net « recentrage » au nom de l'objectif européen du pays. Après l'adhésion, actée le 1^{er} juillet 2013, le parti s'est réorienté à droite toute. « Un dirigeant du HDZ m'a confié : nous avons atteint un premier objectif avec l'indépendance, un second avec l'intégration européenne, il est temps maintenant de créer un État vraiment national », expliquait en mai 2016 le député Milorad Pupovac, président du Conseil national de la communauté serbe de Croatie. Après l'adhésion, l'UE a en effet perdu une bonne part des moyens dont elle disposait du temps du processus d'intégration pour prévenir ou sanctionner les dérives idéologiques.

Ce révisionnisme n'épargne pas la Serbie. Le 22 décembre 2004, le Parlement serbe votait une loi octroyant les mêmes droits à la retraite aux anciens partisans et aux anciens tchétniks². La loi avait été proposée par M. Vojislav Mihailović, député du Mouvement serbe du renouveau (SPO, monarchistes), et petit-fils de Dragoljub Draža Mihailović (1893-1946), le chef de « l'Armée yougoslave royale dans la patrie », qui regroupait durant la Seconde Guerre mondiale les unités de francs-tireurs connus sous le nom de tchétniks. Ce mouvement « légaliste », fidèle au gouvernement royal en exil à Londres, s'est d'abord engagé dans la lutte contre les occupants nazis, bulgares et italiens ainsi que contre le régime oustachi,

avant de virer dans la collaboration, pour contrer la résistance communiste des partisans de Tito, de plus en plus influents sur le terrain, au point de bénéficier, à partir de 1943, du soutien de la Grande-Bretagne³. Traqué dans les montagnes de Bosnie orientale, Draža Mihailović fut arrêté le 12 mars 1946, jugé à Belgrade et fusillé le 17 juillet. Au terme d'un procès ouvert en 2006, il a été définitivement réhabilité le 14 mai 2015. Si les historiens reconnaissent l'ambivalence du mouvement tchétnik, qui fut un authentique mouvement de résistance avant de verser dans la collaboration, cette réhabilitation ouvre d'autres questions : si Draža Mihailović était innocent, son exécution est un crime, commis par le régime communiste yougoslave.

Une étape supplémentaire a été franchie avec l'ouverture, en mai 2015, du procès en réhabilitation du général Milan Nedić (1878-1946). Chef d'état-major de l'armée yougoslave (1934-1935), nommé ministre de l'Armée et de la Flotte en 1939, il fut contraint un an plus tard à démissionner de cette charge par le prince Paul, régent du royaume, en raison de ses sympathies affichées pour l'Allemagne nazie. Tenu pour l'un des responsables de l'effondrement de la défense yougoslave face à l'invasion des forces de l'Axe en avril 1941, il prend le 29 août 1941 la tête d'un « Gouvernement de salut national » qui ne fut qu'un simple outil administratif au service des nazis en Serbie occupée. « La collaboration n'est pas un crime. La collaboration n'est qu'une forme de coopération avec l'occupant », expliquait, lors de l'ouverture du procès, l'un des plus chauds partisans de la réhabilitation du « Pétain serbe », l'historien Bojan Dimitrijević, par ailleurs membre de la direction du Parti démocratique (DS), une formation rattachée à l'Internationale socialiste⁴.

Avant lui, une petite formation disparue en 2010, le Parti libéral serbe, avait également milité pour la réhabilitation du général : cet engouement ne relève pas d'un soutien à l'idéologie nazie mais d'un rejet tellement vif du communisme yougoslave que tous ses adversaires s'en trouvent légitimés. Celui-ci porte sur les deux aspects du titisme, rejeté en tant que système social et en tant que projet fédéral et multinational, qui aurait « étouffé » le peuple serbe. La Serbie, monarchie parlementaire dès le milieu du XIX^e siècle, ce qui fait d'elle l'une des plus anciennes démocraties d'Europe, aurait été empêchée de suivre son évolution historique « naturelle ». Les intellectuels « révisionnistes » serbes estiment se

2. Lire Sonja Drobac, « Serbie : égalité pour les anciens partisans et les anciens tchétniks de la Seconde Guerre mondiale », *Le Courrier des Balkans*, 10 janvier 2005.
3. Sur le mouvement tchétnik, l'ouvrage récent le plus objectif est celui de Roland Vasic, *Mihailović entre révolution et restauration. Yougoslavie 1941-1946*, Paris, L'Harmattan, 2009, 279 pages. On lira aussi les mémoires de l'émissaire de Churchill auprès de Tito, Fitzroy McLean, *Dangereusement à l'est*, traduit de l'anglais par Andrée Martinerie, Paris, Viviane Hamy, 2015.
4. Lire Ljudmila Cvetković, « Nazisme et collaboration en Serbie : l'inacceptable réhabilitation de Milan Nedić », *Le Courrier des Balkans*, 30 décembre 2015.

battre contre la vision monolithique de l'histoire imposée par le régime communiste, mais aussi dénoncer le « mythe » de « la fraternité et l'unité » des peuples yougoslaves, credo central du régime titiste. Au vrai, le débat historique serbe a été considérablement obscurci par le régime de Slobodan Milošević, au pouvoir jusqu'en octobre 2000, qui excellait dans l'art de jouer sur deux tableaux à la fois : d'une part, le maître de Belgrade se présentait comme le défenseur de l'héritage yougoslave, mis à mal par la sécession des autres républiques fédérées, de l'autre, il réhabilitait le nationalisme serbe dans ses variantes les plus conservatrices et orthodoxes.

Depuis 2014, le pays est dirigé par le très libéral Parti progressiste serbe (SNS), directement issu de l'extrême droite nationaliste, mais qui a effectué un radical *aggiornamento* en 2008, professant depuis des convictions « pro-européennes » à toute épreuve. Ancien jeune loup du Parti radical serbe (SRS), connu pour ses appels au meurtre des musulmans dans les années 1990, le Premier ministre Aleksandar Vučić essaie de cultiver une image lisse de « technocrate ». Poursuivant un agenda de réformes ultra-libérales tout en favorisant le développement d'un culte effréné de sa propre personnalité, il se garde de trop investir le terrain mémoriel. Son discours exalte une « Serbie de l'avenir », qui devrait rompre avec les fantômes de son passé, solder les comptes de son histoire – notamment à propos du Kosovo.

La perspective européenne offerte à tous les pays de la région après la sanglante

décennie de guerre des années 1990 prétendait leur offrir le moyen de rompre avec la supposée répétition d'un passé tragique. En quelque sorte, elle devait leur garantir une forme de « sortie de l'histoire », inhérente au processus « d'eupéanisation », lui-même conçu comme une transformation ontologique des sociétés. L'exemple croate montre bien la vanité de ces prétentions puisque les vieux fantômes du nationalisme reviennent au premier plan après l'intégration européenne du pays. Mais, alors que le processus d'élargissement n'est plus à l'ordre du jour, nombre de diplomates européens s'accrochent fort bien au discours désidéologisé de M. Vučić, dont la principale qualité serait sa capacité à garantir la « stabilité » de la Serbie. Ce faisant, ils oublient les excès nationalistes du Premier ministre, pardonnés comme des « péchés de jeunesse ». Il est vrai que l'échec du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a empêché l'élaboration d'une narration commune sur les crimes des années 1990, permettant aux anciens « chiens de guerre » de rester sur le devant de la scène politique. Et, quand les nationalistes des années 1990 tiennent toujours le haut du pavé, pourquoi ne pas aller plus loin et réhabiliter les figures les plus exécrales du xx^e siècle ? L'égalité postulée en Croatie entre oustachis et partisans, « l'indifférence historique » professée par les autorités serbes ont pour objectif commun d'effacer la singularité de la résistance yougoslave, qui associait un projet de société socialiste à une volonté de vivre-ensemble et à une promesse d'égalité entre les peuples.

Lire

Stéphane Courtois et Galia Ackerman (dir.),
La seconde guerre mondiale dans le discours politique russe. À la lumière du conflit russo-ukrainien, Paris, L'Harmattan, 2016, 194 p.

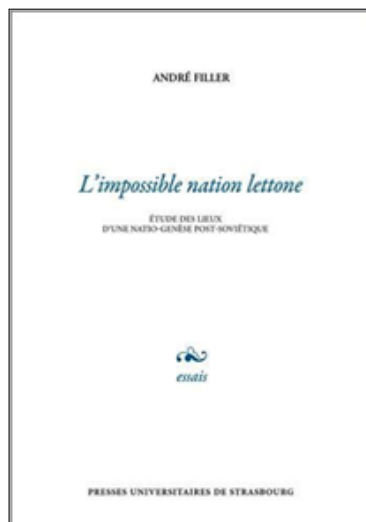


La narration officielle de l'histoire russe consacre la Seconde Guerre mondiale, appelée en Russie « Grande Guerre patriotique », comme élément fondateur de l'identité russe actuelle. Les commémorations du 9 mai 1945 – avec récemment des marches du « régiment d'immortels », descendants des participants à la guerre qui arborent les portraits de leurs ancêtres – revêtent une dimension particulière dans le contexte de la politique d'histoire de Vladimir Poutine. En effet, le rôle de la victoire soviétique est

évoqué à des fins de justification des intérêts géopolitiques de l'État russe y compris en ce qui concerne l'annexion de la Crimée et le soutien militaire aux séparatistes du Donbass. La valorisation de cette narration historique par le pouvoir politique en place vise à légitimer la recomposition « de l'ensemble soviétique qui avait implosé en décembre 1991 ». Or cette même narration qui célèbre l'Union soviétique comme vainqueur du fascisme et « martyr sacré », se heurte à d'autres narrations, d'autres mémoires, dont celles des peuples des nouvelles républiques post-soviétiques. Cet ouvrage collectif analyse finement les ressorts de ces deux narrations et leurs confrontations : quels sont la genèse et le fonctionnement de la « Grande guerre patriotique » – tant dans le domaine des représentations que dans celui d'accès aux archives ? Quels sont ses effets sur les relations bilatérales et internationales en Russie et en Ukraine actuelles ? Les réponses à ces questions permettent d'appréhender le rôle des usages publics du passé et partant, les mécanismes d'une double légitimation. D'une part, celle d'un État autoritaire à l'histoire impériale, de l'autre celle d'une république récente confrontée à la nécessité de se refonder, y compris dans le domaine des idées et des représentations.

Ewa Tartakowsky

André Filler, *L'impossible nation lettone. Étude des lieux d'une natio-genèse post-soviétique*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, 252 p.

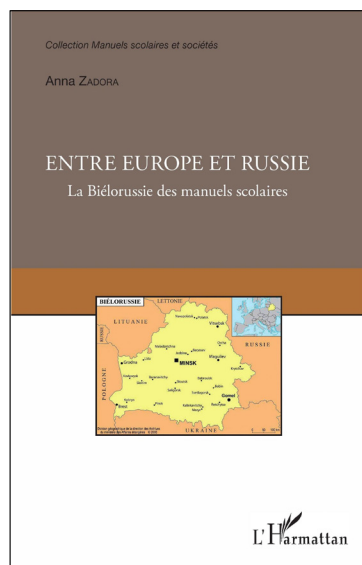


« Ce texte se veut une analyse d'un cas de construction nationale dans le contexte spécifique de la transition post-soviétique », apprend-on dès l'avant-propos l'ouvrage. La Lettonie, un des trois pays baltes, une des républiques de l'Union soviétique qui, en 1991, fait face à une « triple transition », selon l'expression de Calus Offe – libéralisation économique, démocratisation de la vie politique, naissance du nationalisme qui prend

place de l'idéologie marxiste-léniniste –, un des membres de l'Union européenne. Ces trois transitions, non abouties d'ailleurs dans tous les pays de l'ex-URSS, nécessitent des réaménagements de « l'identité nationale » dans une perspective d'appropriation du territoire national et de la souveraineté. Or ces processus sont à l'œuvre dans une société riche de ses deux millions d'habitants, composée d'un groupe « autochtone » – Lettons au sens ethnolinguistique du terme et légèrement majoritaires – et d'un groupe russophone. Comme le souligne André Filler, « les revendications ethniques d'un groupe, anciennement minoritaire dans le contexte impérial, mais devenu majoritaire à l'issue de l'action indépendantiste, ne sont pas un phénomène nouveau. Ce qui place les États baltes dans une catégorie à part c'est (...) la coexistence sur le même territoire des deux communautés, à l'identité et aux revendications distinctes et quelques fois opposées ». Cet ouvrage, en proposant l'étude d'une natio-genèse post-soviétique, dévoile les méandres de construction d'un projet national letton et partant, propose des pistes de réflexions sur la définition même du nationalisme contemporain.

E. T.

Anna Zadora, *Entre Europe et Russie. La Biélorussie des manuels scolaires*, Paris, L'Harmattan, coll. « Manuels scolaires et sociétés », 2016, 218 p.



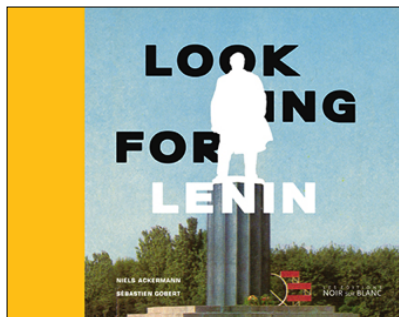
La Biélorussie, comme d'autres pays de l'espace post-soviétique et républiques populaires voisines, se confronte depuis la chute de l'URSS aux réinterprétations du passé soviétique. Dans son ouvrage, Anna Zadora présente les réaménagements du récit sur le passé dans le cadre scolaire, plus précisément dans les manuels d'histoire. Elle en dresse un état des lieux ainsi que du contexte sociopolitique de leur élaboration. Compte tenu que la période soviétique ne favorise pas les recherches sur l'histoire nationale, il faut attendre la perestroïka des années 1980-1990 pour voir s'esquisser les premières tentatives à partir des « bribes de l'histoire des peuples

soviétiques » et leur introduction dans le cadre scolaire. Paradoxalement, l'indépendance, qui survient en 1990, ne constitue pas de moteur pour une recherche historique indépendante de la sphère politique. En effet, d'une part « les Biélorusses n'aspiraient pas à l'indépendance », d'autre part le gouvernement met en place un chantier pour construire un nouveau « récit national » d'un État biélorusse avec « une histoire de plusieurs siècles ». Ce nouveau « besoin de l'histoire » sera rapidement comblé par les historiens contemporains, dont certains épousent largement des visions nationalistes. « L'aspect émotionnel et personnel », qui autorise certains auteurs à condamner en bloc l'ensemble de l'héritage soviétique dans ce moment particulier de l'histoire biélorusse, explique le retour d'une rhétorique et d'une écriture de l'histoire largement marquées par l'héritage soviétique à partir de 1994, l'année de l'élection d'Alexandre Loukachenko. La présidence de Loukachenko, réélu plusieurs fois et toujours à la tête du pays, est marquée par une revalorisation de l'héritage soviétique et la promotion de la langue russe dans le domaine de l'enseignement.

C'est cette évolution des débats portant sur l'écriture des manuels scolaire en Biélorussie que présente minutieusement l'ouvrage d'Anna Zadora. Il constitue un outil précieux pour interroger la construction, la cristallisation et les appropriations d'une « identité nationale » en formation.

E. T.

Niels Ackermann et Sébastien Gobert,
Looking for Lenin, Paris, Les éditions Noir sur
Blanc, 2017, 175 p.



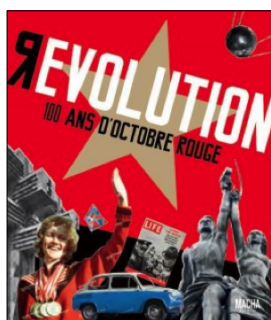
Dans *Le premier maître* (1965), célèbre film d'Andrei Konchalowski évoquant l'arrivée d'un jeune instituteur dans une ville kirghize au lendemain de la Révolution, un enfant pose, dès la première leçon, la question sacrilège : « Lénine peut-il mourir ? », suscitant par la suite la fureur de son professeur. Si Lénine ne pouvait pas mourir (à l'époque) c'est qu'il était devenu une icône, omniprésente dans le quotidien des Soviétiques et dans l'espace collectif, notamment par la multiplication de statues à son effigie. En effet, les monuments de propagande ont été un trait unificateur du paysage des quinze républiques soviétiques. Au total, on dénombre 7 000 statues de Lénine

en Russie, 5 500 en Ukraine, 600 au Bélarus, 500 au Kazakhstan, et 300 dans l'ensemble de la région transcaucasienne et de l'Asie centrale. Au début de l'URSS, Lénine était devenu une idole voire une religion, la « religion-Lénine ».

Avec la chute de l'URSS, le processus de décommunisation va progressivement se mettre en place dans les différentes républiques, principalement en Ukraine, avec les révoltes successives (2004-2013). Plusieurs vagues de « déboulonnages » se sont produites, attestant d'une forme de manifestations pacifistes contre le Kremlin. Plusieurs socles vides se dressent, aujourd'hui, dans les villages ukrainiens et les pièces rapportées se vendent dorénavant sur le marché de l'art, de quoi faire se retourner Lénine dans sa tombe de la Place Rouge ! Le photographe Niels Ackermann et le journaliste Sébastien Gobert sont partis à la rencontre de ces Lénine sauvages, éparpillés dans les jardins privés, cachés dans les greniers, abandonnés dans les décharges, ou bien encore perdus dans les bois. Un album photos réussi et riche en images insolites !

Camille Coatalem-Serikoff

Catherine Bertho Lavenir, *Révolution. 100 ans d'octobre rouge*, Paris, Macha Publishing, 2017, 139 p.

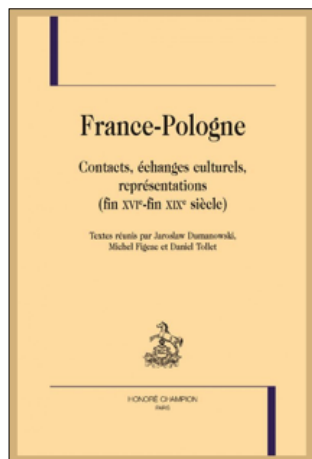


De la cuisine à la culture, en passant par le patrimoine et les traditions et en terminant par l'expansion vers le Grand Orient, l'historienne Catherine Bertho-Lavenir nous fait faire un voyage dans le temps, au cœur de l'URSS et de ces grands événements. Cette utopie, pensée par Vladimir Lénine, a bouleversé non seulement les façons de vivre, mais aussi toute la vie politique ainsi que les codes

culturels. Cette révolution va peu à peu privilégier le mode de vie collectif et marquera progressivement la vie quotidienne des soviétiques avec l'introduction massive d'objets de consommation, les nouvelles technologies, et la découverte de l'espace qui en fera rêver plus d'un ! Cette révolution suscitera l'enthousiasme de la population mais aussi d'un grand nombre d'artistes, qui rendront compte de ces nouveaux chamboulements. La littérature aura pour ambition de créer un nouvel homme, la peinture deviendra un art politique, tandis que le cinéma sera un art pour le peuple. Accompagné d'images emblématiques de l'existence de la culture soviétique, cet ouvrage offre un large panel de cette culture et de cette période, dont beaucoup de Russes se disent, aujourd'hui, nostalgiques.

C.C.S.

France-Pologne. Contacts, échanges culturels, représentations (fin XVI^e-fin XIX^e siècle),
textes réunis par Jaroslaw Dumanowski,
Michel Figeac et Daniel Tollet, Paris, Honoré
Champion, 2016, 438 p.



L'histoire des relations franco-polonaises remonte à loin. « La France a toujours été aux côtés de la Pologne, hier et aujourd'hui. Aujourd'hui, plus que jamais, elle est aux côtés de la Pologne, qui sans doute une de ses périodes les plus fastes de son histoire », affirme Pierre Buhler, l'ambassadeur de France à Varsovie, dans son allocution lors de l'ouverture

du colloque dont est issu cet ouvrage. Cette publication constitue un précieux outil pour comprendre cette trajectoire diplomatique et politique depuis le XVI^e siècle, soit depuis l'élection d'Henri de Valois à la tête du royaume de Pologne en 1573 qui fait naître de premières incompréhensions et avec elles, les clichés caractérisant ces deux pays. Ponctuée de mariages royaux, d'échanges d'artistes et d'intellectuels, de diplomates et de cuisiniers, cette histoire franco-polonaise accorde une place importante aux échanges culturels, aux influences mutuelles – parfois asymétriques –, aux métissages dont un des terreaux s'alimente notamment des émigrations polonaises en France lors du XIX^e siècle. Nourrie par plus d'une vingtaine de contributions d'historiens français et polonais, ce livre apporte des éclairages passionnants sur les effets de ces rencontres – en termes de représentations, de relations diplomatiques, de la mode et des circulations internationales –, éléments qui permettent de comprendre la place de la France aux côtés de la Pologne « hier et aujourd'hui ».

E.T.